SOCIALISME OU BARBARIE



NPA

FRANCE



THÉORIE ET HISTOIRE

MARXISME, ANARCHISME ET TRANSITION AU SOCIALISME

REVUE N°3 - SEPTEMBRE/OCTOBRE 2016 - PRIX : 2€ - WWW.SOCIALISME-OU-BARBARIE.ORG

ATTAQUES SOCIALES, RACISME ISLAMOPHOBIE, RÉPRESSION

MULTIPLIONS LES RÉSISTANCES CONTRE CE GOUVERNEMENT



ÉLECTIONS 2017

UNE CANDIDATURE ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE



FÉMINISME

JACQUELINE SAUVAGE ENCORE EN PRISON

Multiplions les résistances contre ce gouvernement

Après des longs mois de mobilisation, après un long été marqué par l'offensive raciste et islamophobe, la rentrée est une bonne occasion pour tirer le bilan des luttes passés, noter les éléments clés de la situation actuelle et dégager les tâches pour l'avenir. Voyons donc où nous en sommes et quelles sont les perspectives pour les semaines à venir.

Une déferlante sécuritaire, raciste et islamophobe

Après une séquence assez longue (du mois de Mars jusqu'à la fin Juin/début Juillet) où c'est la mobilisation contre la Loi Travail qui a marqué la situation politique, remettant les questions sociales et la lutte des classes au centre de la scène, l'été a été l'occasion pour les classes dominantes de reprendre l'offensive.

S'appuyant sur un reflux de la mobilisation due à l'été, et sur les attaques réactionnaires de Nice et de Saint-Etienne-du-Rouvray, le gouvernement et la droite ont remis au centre leur campagne raciste et islamophobe. Avec l'interdiction du port du burkini (voir article dans cette édition), les classes dominantes ont continué leur tentative de diviser les exploités et les opprimés en stigmatisant les populations musulmanes ou supposées telles, en essayant de récréer une « Union Nationale » autour de « l'identité française » et de l'existence d'un « ennemi intérieur » dont tous les musulmans feraient partie jusqu'à preuve du contraire.

Il serait erronée d'y voir tout simplement une tentative de « détourner l'attention de la lutte contre la Loi Travail ». Bien au contraire, cette offensive réactionnaire contre les populations musulmanes fait partie intégrante d'une politique plus large, autour de la prolongation de l'Etat d'Urgence, des interventions militaires de l'impérialisme français au Moyen Orient et d'une répression accrue sous fond de discours sécuritaire. C'est la chape de plomb imposée après les attentats de Novembre 2015, que la mobilisation contre la Loi Travail n'a a pas réussi à enlever totalement, qui revient afin de faire taire toute contestation sociale.

C'est la tonalité qui marquera la campagne présidentielle, qui a déjà commencé : une surenchère sécuritaire et raciste, combinée avec la question de « l'identité française ». Ainsi, la droite multiplie les promesses d'agir « impitoyablement », avec des propositions comme l'enfermement administratif (c'est-à-dire sans preuve, sans défense, non soumis à la justice –bourgeoise-) des personnes fichés « S », une sorte de « Guantanamo à la française ». Cela s'accompagne de la défense d'une conception extrêmement excluant et oppressive de l'identité française, qui se caractériserait par ses « racines chrétiennes », par la « race blanche » ou encore par le fait de se référer à « nos ancêtres les gaulois ».

Cyniquement, le gouvernement de François Hollande essaie de se présenter comme le défenseur de « l'Etat de droit » ou du « vivre ensemble » pour faire barrage à la droite. Or, c'est le gouvernement qui a voté l'Etat d'urgence, qui a réprimé avec une violence inouïe les mobilisations contre la Loi Travail, qui a mené les frappes en Syrie. En outre, Manuel Valls a défendu les mairies qui ont mis en place des arrêts anti-burkini et s'est joint (de manière un peu plus souple) aux discours sur l'incompatibilité de l'Islam avec « la République ».

Des attaques sociales renouvelées

L'autre élément marquant de cette rentrée sont les attaques contre notre camp social, qui sont aussi au centre de



la campagne présidentielle. L'année a ainsi commencé avec l'annonce de la suppression de 5.000 emplois chez SFR, la fermeture du site de Belfort d'Alstom, ou encore le projet du PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations), déclinaison de la Loi Travail dans l'éducation nationale qui préannonce que le secteur public ne sera pas épargné de la flexibilisation accrue du marché du travail.

La campagne des présidentielles laisse prévoir aussi un approfondissement de ces contre-réformes. Déjà en pleine lutte contre la Loi Travail, le Fond Monétaire International expliquait qu'il faudrait aller encore plus loin. Les capitalistes ont besoin d'augmenter l'exploitation des travailleurs afin de nous faire payer les coûts de la crise économique de 2008 (depuis laquelle les riches sont toujours plus riches). La Loi Travail n'était qu'un amuse-bouche dans le menu des régressions sociales que la bourgeoisie nous prépare.

Ainsi, la primaire de la droite est marquée par les promesses de faire sauter la journée de 35h, de réduire le nombre de fonctionnaires (Sarkozy parle de 300.000 postes supprimés en trois ans), ou encore de faire la chasse aux plus précaires avec un contrôle accru sur les allocations chômage. Si le gouvernement actuel n'a pas encore précisé ses propositions politiques à ce sujet (ce qui lui permet en même temps de se poser en « défenseur de l'Etat de droit » et de cacher le bilan catastrophique du quinquennat), nul ne peut douter qu'ils iront dans le même sens, vues les attaques sans précédent que le gouvernement a mené ces cinq dernières années.

A cela il faut ajouter la répression qui s'abat sur ceux qui résistent à ces attaques. Les travailleurs de Goodyear, condamnés à de la prison ferme pour avoir défendu leurs emplois, passent en procès encore le 19 et 20 Octobre et préparent une mobilisation sur le sujet. Des travailleurs d'Air France passent aussi en procès autour de l'épisode de la « chemise arrachée », encourant aussi des peines de prison ferme. Et cela sans compter les dizaines ou centaines de personnes qui ont été arrêtées et inculpées lors des mobilisations contre la Loi Travail.

Nous pourrons nous attendre donc à des nouvelles attaques dans la prochaine période, notamment dans l'hypothèse d'une droite renforcée par une victoire électorale. Les mobilisations passées représentent une accumulation précieuse d'expériences pour les luttes à venir.



La mobilisation contre la Loi Travail et la situation actuelle

La mobilisation contre la Loi Travail a été la lutte la plus longue et massive depuis au moins celle contre la réforme des retraites en 2010. Elle a mis en mouvement des centaines de milliers de personnes, laissant au second plan le climat nauséabond qui avait imprégnée la scène politique depuis les attentats de Novembre. Elle a aussi été un vivier d'expériences, en termes d'auto-organisation, de convergence des différents secteurs, de compréhension du rôle de l'Etat et la police, des directions syndicales, pour toute une nouvelle génération.

Les dizaines de milliers de personnes mobilisés le 15 Septembre expriment la persistance d'une opposition majoritaire à la Loi Travail et les traces profondes que quatre mois de mobilisation ont laissés à un niveau large. Si cette détermination encore vivante d'un nombre non négligeable de travailleurs et de jeunes est un élément d'importance pour les combats à venir, cela ne peut pas nous amener à ne pas enregistrer le changement de situation.

En effet, il faut constater que la situation ouverte après le 9 Mars, où une série de facteurs (explosion indépendante de la jeunesse, émergence de cadres d'auto-organisation, volonté large de faire converger les luttes et le tous ensemble, forte pression de la base sur les directions syndicales) mettaient à l'ordre du jour la question de la grève générale et ouvraient la perspective d'une victoire contre la Loi Travail, n'est plus celle que nous vivons aujourd'hui.

Au plus haut de la mobilisation, nous étions des centaines de milliers dans la rue, le blocage des raffineries faisait craindre une pénurie de carburants, les cheminots allaient bientôt rentrer en scène, les espaces d'auto-organisation se multipliaient, les directions syndicales étaient poussés par la base à aller plus loin qu'elles ne le voulaient. Même dans ces conditions, nous n'avons pas réussi vraiment à déborder les directions traditionnelles, à bloquer économiquement le pays en imposant le tous ensemble.

Si la situation actuelle n'est pas la même que celle vécue lors du climax de la mobilisation, cela ne veut pas du tout dire que nous nous retrouvons dans un contexte de « terre brûlée ». Des dizaines de milliers de personnes ont fait une expérience importante de lutte et sont prêtes à redémarrer : différentes luttes sectorielles ou la réémergence des comités de mobilisation dans les universités en témoignent. Il s'agit de tirer avec tous ces personnes le bilan jusqu'au bout, de combattre l'idée que finalement « se mobiliser n'a servi à rien » et au contraire expliquer qu'il faudra aller encore plus loin dans l'auto-organisation et la convergence pour remporter des victoires.

Il faut notamment chercher les points d'appui que la situation nous présentera. D'une part, des luttes sectorielles peuvent se développer prochainement, sur la question des attaques sociales et même de l'application concrète de la Loi Travail : ce seront des occasions de mettre en mouvement les noyaux durs de la mobilisation et de continuer à tisser des liens indispensables. D'autre part, les bagarres contre la répression et les conséquences de celle-ci dans le mouvement peuvent être un élément de convergence dans les mois à venir : les procès contre les Goodyear et contre les travailleurs d'Air France, ainsi que contre des manifestants arrêtés lors des différentes mobilisations sont des rendez-vous importants pour relancer la résistance contre le tournant autoritaire du gouvernement.

Multiplier les résistances

Comme nous l'avons dit, que nous soyons dans une situation différente de



celle que nous avons vécue au climax de la lutte ne veut pas dire que la situation actuelle soit un « désert » social et politique. Nous considérons que la conjoncture actuelle en France est une conjoncture réactionnaire[1], mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de résistances à celle-ci : au contraire, l'offensive réactionnaire de la bourgeoisie engendre elle-même des réponses de notre classe.

Ainsi, les régressions sociales sans précédents, le renforcement du caractère autoritaire et répressif de l'Etat, les interventions militaires impérialistes meurtrières, au drame des milliers de migrants noyés dans la Méditerranée chaque année (ou réprimés et expulsés pour ceux qui réussissent à rentrer dans l'Europe forteresse), le climat nauséabond de stigmatisation et de division imposé par la bourgeoisie et les médias, génèrent une réaction de parties importantes de la jeunesse, qui trouvent insupportables et s'opposent à tous les misères que ce système engendre.

Dans ce sens, l'un des éléments centraux de la mobilisation contre la Loi Travail a été que celle-ci a fédérée une série de colères qui s'étaient accumulées depuis des années : elle a permis d'exprimer non seulement le refus de la libéralisation accrue du marché du travail, mais encore de l'ensemble du « monde » de la Loi Travail. Cela montre bien le fait que le tournant autoritaire et droitière de la classe politique n'est pas sans conséquences : il renforce la polarisation sociale et par là-même la radicalisation et la politisation de franges de la société.

Cela est lié aussi au fait que les plans des gouvernements capitalistes ne jouissent pas aujourd'hui d'une légitimité absolue (ni même majoritaire). Si ceux-ci pouvaient être présentés comme « nécessaires » au début de la crise et acceptés par une partie importante de la population, la persistance de la crise huit ans après, l'inefficacité des mesures mises en place, l'accroissement des inégalités sociales a sapé les bases de légitimité de ces politiques. Il s'agit d'une situation très différente à celle des années 80-90, où après des défaites historiques de la classe ouvrière et de l'effondrement du mal nommé « socialisme » de l'URSS, le néolibéralisme était hégémonique et le capitalisme était présenté comme la seule alternative possible.

Aujourd'hui, ce n'est plus le cas : c'est le système capitaliste qui est remis en cause de plus en plus. Cela ouvre des brèches sur lesquelles il faut s'appuyer pour relancer les résistances : que cela soit contre la Loi Travail et ses conséquences, contre la politique raciste et islamophobe du gouvernement, contre les guerres impérialistes, contre l'Etat d'urgence permanent, pour le climat, pour Notre Dame des Landes, pour les droits des femmes.

C'est à la construction des mobilisations sur ces différents plans qu'il faut travailler, construction pour laquelle l'accumulation militante de la lutte contre la Loi Travail constitue un atout fondamental. Le capitalisme en crise, de plus en plus décadent, engendre chaque jour des monstres contre lesquels nous pouvons faire le pari de mobiliser notre camp social.

Pour une alternative politique socialiste et révolutionnaire

Si le rejet du capitalisme s'étend de plus en plus, notamment dans la jeunesse, cela ne veut pas dire qu'une alternative claire à celui-ci apparaisse. Le recul des projets d'émancipation collective, les désastres que les régimes mal nommés « socialistes » de l'URSS ou de la Chine ont signifié pour cette lutte émancipatrice, les traces laissés par deux décennies d'offensive néolibérale et de « il n'y a pas d'alternative au capitalisme », expliquent cette situation.

C'est pourquoi c'est plutôt un rejet du système actuel, de ses multiples manifestations concrètes, ce qui s'exprime actuellement, et non pas une alternative d'ensemble. D'où l'existence d'un sentiment anticapitaliste (extrêmement progressif) qui ne s'accompagne pas automatiquement d'une perspective socialiste ou communiste ; non pas au sens des sociaux-libéraux ou des staliniens, mais au sens de sociétés sans classes, sans exploitation ni oppression.

Proposer une politique pour les luttes en cours, visant à leur convergence et à leur auto-organisation, est une nécessité, mais ce n'est pas suffisant. Ce dont il s'agit est de proposer une alternative d'ensemble, politique, qui défende un autre modèle de société, qui remette à l'ordre du jour la lutte collective pour l'émancipation humaine, pour se débarrasser de ce système d'exploitation et d'oppression.

Cette alternative, pour nous, est la révolution sociale, le pouvoir des travailleurs et de tous les secteurs exploités et opprimés, et la construction d'une société socialiste. Elle signifie la reprise en main des affaires de l'ensemble de la société de la part des exploités, leur capacité à s'élever de plus en plus dans la prise de décision consciente et collective sur la marche de la société. Ceci présuppose l'élimination des conditions matérielles de domination : l'existence de la propriété privé et d'une classe capitaliste qui en profite, et la destruction des instruments à son service, comme l'Etat bourgeois et son appareil répressif.

Voici la perspective pour laquelle les militants de Socialisme ou Barbarie, dans le Nouveau Parti Anticapitaliste, nous battons, en essayant d'apporter des réponses politiques aux questions qu'une nouvelle génération militante et activiste se pose dans la lutte contre la société capitaliste.

Notes

1 - Il faut à son tour inscrire cette conjoncture dans la situation mondiale, clairement marquée à droite : retournement réactionnaire du printemps arabe, renforcement du régime autoritaire d'Erdogan, arrivée au pouvoir de la droite en Argentine et au Brésil, etc.

Une candidature anticapitaliste et révolutionnaire aux élections

Par Alejandro Vinet

Dans un autre article de cette édition, nous avons analysé sommairement les lignes générales des programmes de la droite et de la majorité du PS pour les prochaines élections. Nous voulons nous attarder maintenant sur les forces se situant (au moins se prétendant) à la gauche de la majorité présidentielle.

L'un des éléments marquants de la mobilisation contre la Loi Travail est que celle-ci a cristallisé une rupture large avec le PS : les promesses de campagne non tenues, les violents attaques menées par celui-ci, le climat répressif et sécuritaire ont donné lieu à une contestation massive du gouvernement. Le « tout le monde déteste le PS », les permanences du PS ciblées par les manifestants, l'annulation de son Université d'été grâce à la mobilisation qui se préparait, sont des expressions de cette rupture.

Il s'agit d'une caractéristique très importante de la situation actuelle : de même que dans le reste de l'Europe et du monde, le recul de la social-démocratie historique laisse un « vide politique ». En effet, c'est toute une partie des secteurs populaires et de la jeunesse, porteurs d'une conscience progressiste au sens large, d'égalité sociale, de défense des services publics, etc., qui se trouve « orpheline » politiquement. C'est dans cette brèche que s'engouffrent des formations comme Podemos en Espagne, Corbyn au Royaume Uni, Die Linke en Allemagne, Sanders aux Etats-Unis…et aussi des formations d'extrême droite qui montent partout dans le monde.

En France, les carriéristes professionnels du réformisme ne sauraient pas rater une telle occasion : d'où l'apparition de candidatures de la « gauche » du PS ou le lancement hâtive de la campagne de Jean-Luc Mélenchon. Pour l'instant, les déçus de la social-démocratie décantent plutôt vers un « vrai réformisme » comme celui des formations que nous venons d'énumérer. Mais ceci n'est pas une fatalité : s'appuyant sur les expériences des luttes passés et aussi du parcours que ces « nouveaux réformismes » ont suivi, la gauche révolutionnaire peut et doit mener une bataille contre ces alternatives qui ne mènent qu'à des impasses, et se faire ainsi une place parmi les nouvelles générations qui se proposent de changer le système. C'est l'intérêt de cette polémique que nous présentons.

Hamon, Montebourg et compagnie : changer les choses à l'intérieur du PS ?

Le recul sans interruption d'Hollande (qui bat tous les records d'impopularité) ouvre tout d'abord la porte aux « opposants » de son propre camp. Ainsi, s'appuyant sur la réalisation de primaires que la direction du PS entend comme la seule façon de redorer un peu l'image du président et obliger les « frondeurs » à faire bloc derrière lui, des candidatures de la « gauche » du PS ont émergé avec force ces dernières semaines.

Il n'y a pas besoin de s'attarder longtemps sur celles-ci : il suffit de signaler qu'elles veulent nous faire croire que le parti qui a mené les pires attaques socialistes, racistes, impérialistes de ces dernières années serait un outil pour une transformation progressiste de la société. Il s'agit d'anciens membres du gouvernement : Hamon a été « Ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire et à la Consommation » et ensuite Ministre de l'Education ; Montebourg a été Ministre du redressement productif. Ils ont donc cautionné toutes les mesures antisociales que le gouvernement a menées pendant qu'ils y faisaient partie : l'Accord National Interprofessionnel qui facilitait les licenciements ; le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, véritables cadeaux fiscaux au patronat sans contrepartie ; l'intervention militaire française au Mali en 2013…

L'existence de ces candidatures ne peut que contribuer à donner une caution « à gauche » aux politiques antisociales du PS et à la campagne que le candidat qui remportera les primaires mènera. Ainsi, la « gauche » du PS essaie de ressusciter un cadavre politique, dont la majorité des membres sont acquis aux thèses social-libérales (comme en témoigne le soutien dont bénéficie le banquier « ni droit ni gauche » Emmanuel Macron). Cela ne peut que mener les travailleurs et les jeunes encore dans le mur, alimentant à son tour la désillusion et la croissance de la droite et l'extrême droite.

Il y a quelques jours, Hamon s'est réuni aux Etats-Unis avec Bernie Sanders, ex candidat à la primaire du Parti Démocrate. Cette rencontre exprime bien quel sera le rôle de Hamon dans le PS. Sanders, après avoir mené une campagne contre Wall Street, contre le 1%, pour les services publics, au nom du « socialisme », a apporté son soutien à Hillary Clinton après avoir perdu les primaires : il s'agit de la candidate de l'establishment, représentante directe des intérêts de la bourgeoisie impérialiste états-unienne, ayant soutenu les guerres d'Irak et d'Afghanistan, l'intervention en Lybie, les crimes d'Israel contre les palestiniens… Hamon ne vise finalement qu'à se ranger derrière le vainqueur de la primaire, afin de conserver sa place commode de « frondeur » cautionnant toujours les pires politiques du PS.

Bien entendu, la seule perspective qu'ils proposent est la perspective institutionnelle : ainsi, pour Hamon il suffirait de voter pour lui pour faire abroger la Loi Travail, Montebourg considère qu'il suffirait de s'affronter à l'Allemagne dans les instances ultra anti-démocratiques de l'Union Européenne. Aucune mention à la mobilisation par en bas des travailleurs et des jeunes, qu'ils fuient comme la peste. Mais ces candidats sont incapables de tenir même leurs promesses institutionnelles : pendant la lutte contre la Loi Travail, ils n'ont même pas réussi à obtenir le nombre de signatures de parlementaires nécessaires pour poser une motion de défiance à l'encontre du gouvernement qui faisait passer sa réforme à coups de 49.3. En effet, la direction du PS avait menacé à l'époque d'expulser les députés signant une motion de défiance et de les interdire de se présenter aux primaires. Quelque chose de totalement inacceptable pour ses carriéristes professionnels…

Mélenchon : révolution par les urnes et discours chauvins

Face au recul du PS (qui impacte aussi sur ses courants « de gauche »), Jean-Luc Mélenchon apparaît comme le plus capable de capitaliser cette désillusion à gauche. Il était déjà le candidat ayant récolté le plus de voix à gauche du PS en 2012, ne paye pas les frais de la crise d'un gouvernement auquel il n'a pas participé, jouit d'une certaine sympathie parmi les milieux cégétistes ou PCF qui se sont mobilisés contre la Loi Travail, et représente-

rais un pas intermédiaire pour ceux déçus par le PS mais qui continuent d'avoir une conscience globale réformiste, nostalgique de l'Etat providence.

Nous pourrions aussi dresser l'historique des positions institutionnelles occupés par Mélenchon : longtemps membre du PS, il a été Ministre de l'Education sous Jospin, participant à la casse des diplômes avec la préparation de la réforme LMD (Licence-Master-Doctorat). Mais ce qui nous intéresse est plutôt de polémiquer avec les axes de campagne qu'il met en avant pour 2017.

L'un des axes centraux de sa campagne est la « révolution par les urnes », accompagnée de l'idée de la VIème République. L'idée est donc qu'il serait possible de produire des changements profonds par la simple voie institutionnelle : il suffirait d'aller voter pour en finir avec tous les problèmes des travailleurs et des jeunes. La conception qui est véhiculée est que l'Etat est un instrument « neutre », auquel on peut adosser n'importe quel contenu : changer le « locataire » de cet instrument serait suffisant pour mettre en place ces changements ; un autre mot d'ordre de Mélenchon est « je vote, ils dégagent ».

Mais le problème est précisément que l'Etat n'est pas un instrument neutre : il est un appareil au service de la classe dominante, qui défend ses intérêts matériels et qui même s'il peut se couvrir d'un masque « démocratique » en temps d'apaisement social, il montre son vrai visage dès que la polarisation entre les classes s'accroit. Nous avons vécu l'expression concrète de ceci avec la répression brutale qui s'est abattu sur les mobilisations contre la Loi Travail. Voici le vrai rôle de la police et de la justice, éléments clés de l'Etat : servir la classe dominante et ses politiques, faire taire toute contestation sociale.

En outre, ce discours institutionnaliste contribue à désarmer la mobilisation dans la rue et à la canaliser par les médiations du système. Ainsi, nul besoin de s'organiser, de faire grève, de se mobiliser, pour obtenir nos revendications : il faut tout déléguer dans une entité supérieure, « l'homme providentiel » que Mélenchon considère incarner. Cela ne peut amener qu'à une impasse : toutes les conquêtes historiques de notre classe ont été obtenues par l'organisation et par la lutte, non pas par la bonne volonté des gouvernements capitalistes. L'expérience de la Grèce vient de le démontrer : la voie purement institutionnelle de Syriza, de négociation avec l'UE, d'en finir avec la mobilisation par en bas, a mené à une capitulation et à un échec cuisant de cette « alternative de gauche ».

Le deuxième axe central de la campagne de Mélenchon est la mise en avant de « la France ». Le discours chauvin s'exprime parfaitement dans le nom donné à la campagne : « la France insoumise ». C'est-à-dire, ce ne sont pas les travailleurs, les jeunes, les secteurs populaires qui doivent relever la tête et se battre, comme ils l'ont fait contre la Loi Travail, mais cet ensemble hétérogène appelé « la France ». Mais contre qui devrait faire preuve d'insoumission la France ? Contre les allemands, tenus pour responsables de la crise en Europe, ou même contre la menace terroriste qui voudrait la soumettre.

La campagne de Mélenchon contribue donc à dissoudre les classes sociales, opposition fondamentale de la société capitaliste, derrière l'identité hétéroclite de la Nation. Ainsi, un travailleur français aurait plus en commun avec un patron français qu'avec un travailleur allemand, espagnol, maghrébin… Ce qui est recherché est une collaboration de classes afin de relancer « la France », jouant avec les phantasmes des gloires passées : d'où la participation de Mélenchon aux « assises de produire en France » organisées par des patrons, où il leur a expliqué « comment ils pouvaient se rendre utiles à la patrie ».

D'une part, ce discours nationaliste cache les responsabilités de l'impérialisme français et son rôle dans la situation de régression sociale au niveau national et international : en attaquant exclusivement l'Allemagne Mélenchon passe sous silence le fait que la France est l'un des piliers de l'UE de l'austérité. D'autre part, cette obsession « bleu-blanc-rouge » l'amène à se joindre aux discours réactionnaires sur l'identité française et autres : en pleine vague d'attaques islamophobes autour du burkini, Mélenchon a caractérise celui-ci comme une « provocation salafiste », au lieu de dénoncer les dérives des maires Les Republicains ou du Front National. De là à la défense des interventions impérialistes de la France au Moyen Orient pour exporter la « civilisation » à coups de bombardements et de massacres de civils, il n'y a qu'un pas…

Une candidature communiste et révolutionnaire

A l'encontre de ces alternatives qui nous mènent droit dans le mur, il est possible de lever une voix qui se fasse écho des luttes des exploités et des opprimés, en commençant par les centaines de milliers qui se sont battus contre la Loi Travail.

Une voix qui dénonce haut et fort que ce sont les capitalistes qui coûtent cher, que nous n'avons aucun intérêt commun avec ceux-ci et que nous devons nous attaquer à leurs privilèges. Qui défende l'interdiction des licenciements et l'expropriation sous contrôle ouvrier de toute entreprise qui ferme ou licencie. Qui se batte pour une taxation progressive sur les plus riches afin de financer la santé, l'éducation et l'ensemble des services publiques, au lieu de faire payer aux plus précaires les coûts de la crise économique.

Une voix qui dénonce le poison nationaliste et identitaire, en mettant en avant l'internationalisme et la solidarité entre les peuples. Qui se batte contre les interventions impérialistes françaises, pour l'ouverture des frontières et l'accueil des réfugiés, contre les business de l'exportation d'armes qui contribuent à semer le chaos et la terreur partout dans le monde. Et que, sur notre propre sol, combatte l'offensive réactionnaire et islamophobe menée par les classes dominantes et les politiciens à leur service, en défense de l'unité des exploités et opprimés quel que soit leur religion, nationalité, origine ethnique ou couleur de peau.

Une voix qui s'élève contre la répression, l'Etat d'urgence et le tout sécuritaire. Pour la défense de nos droits démocratiques, et de tous ceux qui subissent aujourd'hui la répression de l'Etat, comme les Goodyear ou les travailleurs d'Air France, ainsi que des dizaines ou des centaines arrêtés lors des manifestations. En même temps, ce combat doit être lié à celui contre l'impunité policière qui sème la terreur dans les quartiers populaires et qui a tué Adama Traoré.

Finalement, une voix qui se fasse le relais de la lutte contre le « monde » de la Loi Travail et présente une alternative d'ensemble. Une société sans exploitation ni oppression, sans classes sociales, où la recherche du profit ne soit pas l'objectif ultime : une société communiste. Pour y arriver, nous ne pouvons pas compter sur les institutions actuelles : nous ne pouvons nous appuyer que sur notre propre auto-organisation, sur la reprise en main consciente de toutes les affaires de la société de la part de l'ensemble des exploités et des opprimés. Car une véritable société émancipée ne peut être le résultat de la plus large démocratie par la base, de l'activité créative de l'ensemble des exploités : totalement aux antipodes des mal nommés « socialismes » de l'ex URSS ou de la Chine.

C'est dans ce sens que nous soutenons la candidature de notre camarade Philippe Poutou du NPA, ouvrier dans l'automobile, qui portera la voix des exploités et des opprimés dans les prochaines élections présidentielles, ainsi qu'un programme de rupture anticapitaliste. Il faut faire vivre cette campagne dans nos lieux d'étude et de travail, afin que les milliers d'activistes qui se sont battus contre la Loi Travail en fassent un outil pour les luttes à venir et pour la transformation radicale de la société.

La justice patriarcale française condamne les femmes : Jacqueline Sauvage encore en prison

Par Flora Kessler

Nous espérions que Jacqueline sortirait de prison depuis déjà quelques mois. Après 47 ans de torture subie, elle avait tiré sur son mari, bourreau et violeur de ses filles, elle a été condamnée à 10 ans de prison pour homicide. Grâce à la mobilisation de milliers de femmes pour sa liberté, Hollande avait octroyé une grâce partielle, mais c'était un piège pour arrêter les protestations. Le juge de l'application des peines avait le dernier mot, il a montré à quel point la justice française est patriarcale et bourgeoise. Le 12 août, le tribunal de l'application des peines de Melun a refusé à Jacqueline la liberté conditionnelle.

Dans sa décision, le tribunal rappelait que Mme Sauvage a besoin d'aide psychique « pour remettre de l'interdit dans le passage à l'acte ». Cette notion d'interdit « n'apparaît pas encore vraiment intégrée par Mme Sauvage. Le sens de la peine lui échappe et elle a été confortée dans cette position par les soutiens dont elle a bénéficié, l'évolution très rapide de sa situation pénale et la médiatisation de son affaire ».

Le Tribunal veut faire accepter l'idée que les mobilisations de femmes pour obtenir justice ne sont pas seulement inutiles mais négatives pour le bien-être de l'accusée. Tout est bien pensé. Ne faites pas de vagues puisqu'au bout du compte ce sont les juges qui décident si une femme battue mérite justice, si elle a le droit de se défendre face à son bourreau, qui jouissait d'une impunité de fait et était protégé par la société patriarcale. La justice bourgeoise patriarcale veut faire croire qu'il y a égalité entre opprimés et oppresseurs, elle ne veut pas donner raison aux plus faibles, qui sont soumis à l'oppression, l'exploitation et au racisme dans une société profondément injuste. La loi n'accepte pas la légitime défense quand une femme se défend face à son bourreau. Dans le cas français les juges accordent la légitime défense seulement si la femme n'utilise pas d'arme! Comme s'il était possible de s'en sortir désarmée face à un agresseur plus fort que nous.

Ainsi, quand les femmes dénoncent viols et agressions c'est très difficile qu'elles obtiennent la condamnation du violeur. C'est pour cela que très peu de femmes portent plainte. Elles savent qu'après un long et pénible chemin d'interrogatoires, seulement quelques-unes réussissent à avoir gain de cause. Le système judiciaire n'a pas été créé pour écouter la voix des plus opprimés et exploités mais pour défendre les intérêts de la classe et du sexe dominants. C'est la même situation quand les ouvriers refusent à subir les attaques de la part des patrons et organisent des actions qui sont qualifiées de criminelles par les juges, les ouvriers sont arrêtés et condamnés à des peines de prison et à d'énormes amendes. C'est le cas pour les travailleurs d'Air France et Goodyear. La condamnation réitérée de femmes comme Jacqueline Sauvage et l'impunité dont jouissent des violeurs et des assassins ne sont pas des erreurs de la part des juges, la justice est patriarcale. Seule la mobilisation des femmes et des opprimés et exploités permettra de changer ces lois injustes.

Dans d'autres pays comme l'Argentine les femmes se mobilisent dans la rue depuis des années pour obtenir justice. En France c'était la première fois depuis de nombreuses années que les femmes se mobilisent pour la liberté d'une condamnée. De plus, comme partout dans le monde, il s'agit d'une mobilisation de jeunes femmes, une nouvelle génération qui vient à perturber le vieux féminisme qui a été intégré aux institutions du système. Ce sont de nouvelles activistes qui savent que le système capitaliste n'a rien à offrir aux jeunes générations, au contraire elles voient que l'amplification de la précarité affecte surtout les femmes travailleuses.

Il y a à nouveau une collecte de signatures pour la liberté immédiate de Jacqueline Sauvage. Nous espérons que les associations féministes appellent rapidement à des rassemblements pour la liberté de Jacqueline Sauvage. La CNDF publié un communiqué, mais il faudrait fixer une date. Seule la mobilisation dans la rue peut faire plier la justice bourgeoise et patriarcale.



La dégradation des hôpitaux publics continue

Par Flora Kessler

Depuis les années 80 l'Etat français accompli la tâche néolibérale de réduire les dépenses des hôpitaux, avec des lois successives qui ont fait disparaitre beaucoup d'hôpitaux de proximité et de services médicaux. Des milliers de postes de travail ont été détruits. Ainsi les hôpitaux reçoivent trop de patients pour le personnel en place. La polyvalence épuise les travailleurs des hôpitaux : il y a détérioration accrue des conditions de travail. Les travailleurs subissent des changements d'horaires dans l'urgence qui ne leur permettent pas de planifier leurs jours de repos. Le gouvernement avec la complicité des fédérations de la santé CGT, SUD et d'autres, ont réussi à casser la lutte contre la Loi Touraine qui est la cause de cette réorganisation du temps de travail, qui a en même temps réduit le nombre de jours de repos des salariés. Nombre de travailleurs des hôpitaux préfèrent travailler en journées de 12 heures afin de pouvoir se reposer un peu plus ! L'objectif du gouvernement est d'éliminer 22000 postes dans les hôpitaux publics dans le cadre du Pacte de Responsabilité1.

Cet été, après l'application dans quelques hôpitaux des changements dans les horaires de travail et le manque croissant de personnel, les conséquences de la super exploitation apparaissent : au moins dix suicides dans une courte période, deux mois. Six suicides ont eu lieu dans l'hôpital de Toulouse. Les politiques d'austérité du gouvernement et l'Union Européenne sont responsables de ces décès. « Rappelons qu'un infirmier de 55 ans s'est suicidé le 13 juin dans son service au CHU de Toulouse, un décès reconnu comme accident de travail par le CHU, et le 24 juin, une infirmière de l'hôpital du Havre, âgée de 44 ans, mettait en cause dans sa lettre d'adieu ses conditions de travail 'en dégradation constante' avant de se suicider », informe le site ActuSoins.

Un secteur des travailleurs qui se suicident sont les infirmières. Elles ont organisé une grève en septembre, les médias ont informé sur la super exploitation qu'elles subissent2. L'ordre d'infirmières a dû initier les mouvements de lutte parce que les syndicats ne font rien, ils ont démontré maintes fois leur collaboration avec le gouvernement.

Cette destruction de l'hôpital public impacte aussi fortement les patients : il s'agit de parcourir de centaines de kilomètres pour être soignés, d'attendre des mois pour un rendez-vous ou une intervention, et de subir le risque d'accidents du fait de la fatigue du personnel qui découle de ces conditions de travail dégradées

Un exemple entre mil de l'austérité : dans le cas d'avortements dans l'hôpital, on réduit déjà les avortements par aspiration. Les femmes pendant l'aspiration ne subissent pas de douleur, ces avortements impliquent moins de risques que les avortements médicamenteux. Lors des avortements médicamenteux, les femmes souffrent la douleur de l'expulsion dans la maison ou dans la salle d'hôpital, elles courent un risque d'hémorragie. Mais ils sont moins chères parce qu'il n'y a pas besoin du personnel pour réaliser l'acte médical.

Face à cette situation, des mouvements commencent à apparaître dans différents secteurs du monde hospitalier. Ainsi, nous avons vu démarrer des grèves dans l'hôpital de Rouvray, d'Auch, de Sant Louis et dans plusieurs autres malgré le sabotage des directions syndicales. La restructuration néolibérale a frappé le secteur psychiatrique en supprimant des services de proximité, d'où le fait que des hôpitaux psychiatriques comme Rouvray et Auch aient démarré des grèves... A l'appel du collectif soignant et le syndicat CGT, une grève reconductible a commencé le mardi 30 aout, reconduite chaque jour en assemblée générale. Les travailleurs exigent le recrutement de personnel. Les médecins d'hôpitaux se déclarent aussi en grève le 26 de septembre, contre la nouvelle organisation du temps de travail, pour de meilleures conditions et salaires.

De leur côté, les travailleurs sociaux s'organisent contre la disqualification de la profession préparée par le gouvernement, contre la loi Travail et la dégradation de la situation des étudiants. Ils ont été présents dans la manifestation des 15 de septembre3.

On peut conclure que les travailleurs de la santé dans des établissements un peu partout en France et du secteur social sont en pied de lutte et que les fédérations syndicales de la santé ne font rien pour unifier les conflits. Ces bureaucrates sont responsables du fait que les travailleurs ne réussissent pas à arrêter les attaques de ce gouvernement néolibéral contre les hôpitaux et les services de santé et social dans le pays, ceci malgré la détermination qu'ils ont démontré, comme lors de la lutte conte le plan Hirsch à l'AP-HP.



Notes

1 - http://www.economie.gouv.fr/pacte-responsabilite

2 - http://sante-secu-social.npa2009.org/Infirmier-com-Suicides-d-infirmiers-les-tutelles-toujours-silencieuses-la

3 - http://sante-secu-social.npa2009.org/NPA-Secteur-travail-social-Manifestation-du-8-septembre-2016

L'interdiction du burkini en France

Socialisme ou Barbarie France, le 17/08/16

Ces derniers jours, une controverse traverse les médias français, ayant même des répercussions internationales : la décision des différents maires de villes côtières françaises, interdisant l'utilisation de ce que l'on appelle « burkini » dans les plages. Il s'agit d'un maillot de bain qui couvre tout le corps et les cheveux, utilisé par certaines femmes musulmanes pour se baigner.

Le premier maire à prononcer cette mesure a été celui de Cannes, David Lisnard, des « Républicains ». Il a été suivi par d'autres du même spectre politique, bien qu'il est rapidement apparu que l'islamophobie n'est pas un monopole de la droite : un maire socialiste a prononcé un arrêté copié mot à mot de celle Cannes, et le premier ministre Manuel Valls a apporté son soutien aux maires qui décident prendre des décisions pareilles.

Sur la base du climat de division et d'islamophobie, alimenté par la succession d'attentats en France, ainsi que de la défense des soi-disant « valeurs républicaines », il s'agit d'une nouvelle provocation contre les musulmans ou considérés comme tels, qui vise à détourner l'attention des véritables problèmes sociaux, à stigmatiser une partie de la population et les transformer en « boucs émissaires », et à diviser notre camp social, celui des exploités et des opprimés au-delà de leur confession religieuse.

Deux côtés de la même médaille raciste

Les arguments utilisés en défense de l'interdiction sont le reflet de ce climat nauséabond. Selon le directeur général des services de la ville Cannes, «il ne s'agit pas d'interdire le port de signes religieux à la plage mais les tenues ostentatoires qui font référence à une allégeance à des mouvements terroristes qui nous font la guerre ». Que cela soit bien clair: derrière l'excuse de la défense de la « laïcité » ce dont il s'agit est d'assimiler la population musulmane au terrorisme réactionnaire de Daesh. Par définition, toutes les musulmanes sont des terroristes jusqu'à preuve du contraire, surtout quand elles s'habillent d'une certaine manière.

Un autre argument qui a été utilisé est celui de prévenir des « troubles à l'ordre public « : c'est-à-dire, des différends qui pourraient surgir comme « conséquence » de l'utilisation de ce type de vêtements. C'est-à-dire, que pour éviter que des hordes fascistes n'attaquent des gens pour la simple question de comment ceux-ci sont habillés (le fait que des dirigeants politiques insistent sur le mensonge que ces vêtements seraient un « signe d'allégeance à Daesh » aurait-il quelque chose à voir avec cette possibilité ?), l'on interdit à ces gens d'utiliser ces vêtements. Un argument similaire à celui qui entend transformer les femmes victimes d'agression sexuelle en « responsables » de celles-ci en raison de comment elles étaient habillées, où elles se baladaient, etc., au lieu de responsabiliser le violeur. Ce dernier argument est également utilisé par la « gauche ». Ainsi, le futur président de la « Fondation pour l'Islam de France », Jean-Pierre Chevènement, recommandé aux musulmans de se comporter avec « discrétion ».

Si un côté de la médaille est l'islamophobie pure et simple qui assimile tous les musulmans aux terroristes de Daech, l'autre côté, représentée par la « gauche », se couvre de valeurs progressistes pour justifier cette attaque. Un des arguments du maire socialiste qui a interdit les burkini sur ces plages est que « celui-ci n'est pas très respectueux envers les femmes ». Bien sûr, ces pauvres femmes musulmanes arriérées ne savent pas ce qui est le mieux pour elles, mais heureusement, il y a un bon homme républicain qui va les obliger à faire ce qu'il considère comme le mieux. Rien de plus éloigné du vrai combat féministe que cette conception paternaliste de l'émancipation des femmes.

C'est aux femmes de décider sur leurs propres corps

Ce deuxième argument est le plus perfide parce qu'il déguise derrière un soi-disant combat progressiste ce qui est en réalité une attaque contre une partie particulière de la population, les musulmanes ou considérées comme tel. C'est l'argument avec lequel l'on a interdit l'utilisation du voile dans l'enseignement primaire et secondaire, interdiction qui régit depuis plus de dix ans.

Ainsi, l'on impose aux femmes musulmanes comment elles doivent s'habiller. Comment elles doivent s'habiller pour aller au lycée, pour accéder à certains emplois (les emplois dans l'Etat, par exemple), pour aller à la plage. Dans leur dernier mois, la possibilité d'interdire également l'utilisation du voile dans les universités est revenu sur la scène, afin d'accroître le contrôle sur les corpos de femmes ou directement de les expulser du système d'enseignement. Ce contrôle social et étatique est arrivé à l'absurdité d'interdire l'entrée à leur lycée d'étudiantes qui portaient des « jupes trop longues », ce qui serait aussi un signe de « appartenance religieuse » !

Dans tous ces cas, ce dont il s'agit c'est que l'Etat oblige les femmes à se vêtir ou à se dévêtir d'une certaine manière : d'une façon hypocrite il prétend les « émanciper » en leur imposant certaines normes, pire encore en visant particulièrement un segment de la population en raison de sa confession religieuse dans un contexte d'islamophobie et de racisme croissant. L'émancipation des femmes de toutes les formes d'oppression et d'imposition, même celles qui peuvent provenir de la famille ou de l'entourage social ne peut être que l'œuvre des femmes elles-mêmes et non de l'État colonialiste, raciste et islamophobe français.

Après la rechute de la mobilisation sociale et les vacances d'été, sur la base de l'attaque de Nice, la droite et le gouvernement a remettent l'accent sur la question de l'islam, de la guerre, de l'identité françaiss. Tous ces discours ne visent qu'à diviser notre classe sociale, pour créer une « unité nationale » de la France blanche et catholique contre les musulmans, les arabes, les noirs, les immigrés... Ce dont il s'agit, au contraire, est de construire l'unité des exploités et des opprimés, tout d'abord pour construire le combat toutes les provocations racistes et islamophobes de la droite et du gouvernement, pour développer une politique contre le racisme et contre toute forme de discrimination. Parallèlement à cela, il s'agit de reprendre la rue dès la rentrée, pour remettre au centre de la scène les questions sociales, de l'emploi, des salaires, des conditions de travail, comme ce fut le cas au cours des mois de lutte contre la loi El Khomri.

Une multiplication de crises menace le trône de l'Impératrice de l'Europe

Merkel dans l'œil du cyclone qui frappe l'UE

Par Claudio Testa

Il y a quelques mois, le magazine états-unien *Foreing Affairs* [Relations Extérieures] -considéré comme un organe « officieux » du Département d'Etat- a publié un article de Frank-Walter Steinmeier, ministre d'Angela Merkel dans cette catégorie. [1] Steinmeier est social-démocrate, mais y a longuement loué sa chef « démocrate-chrétienne », étant donné le large consensus entre les deux partis traditionnels en ce qui concerne la politique extérieure, partis qui sont par ailleurs aujourd'hui alliées au gouvernement de l'Allemagne et, par extension, dans celui de l'Union Européenne.

Bien qu'en termes très prudents et diplomatique, Steinmeier dressait un parallèle entre la triomphale Allemagne de Merkel, et le « recul » des Etats-Unis, qui, avec Bush, a tenté de se proclamer l'Empereur du Monde en conquérant par les armes le Moyen Orient et a été finalement obligé de reculer, laissant derrière lui un chaos encore sans solution. Au contraire, l'Allemagne non seulement gouverne sans contestation l'Europe, mais il intervient aussi maintenant (et sans besoin de brandir des fusils) dans les affaires les plus importantes du monde.

Ce bonheur du ministre allemand était à l'époque en quelque sorte justifié par la réalité. Nous le rappelons car peu de temps après la publication de cet article, s'est déclenché ou aggravé une **succession des différentes crises** dans l'Union Européenne. Maintenant, ces crises remettent en question non seulement Merkel, mais aussi l'hégémonie exercée par Berlin dans la direction de l'Union Européenne. Un malheur ne vient jamais seul, dit le proverbe !

Le **coup décisif**, qui a ouvert les portes de l'enfer, a été sans aucun doute le **Brexit** –la rupture du Royaume Uni avec l'UE- bien que plusieurs de ces questions brûlantes viennent d'avant ceci, tels que la crise des réfugiés, la stagnation économique et la menace -encore !- d'une faillite en chaîne des banques en difficulté. Mais il arrive que depuis le Brexit ces questions reviennent **avec encore plus de force**.

Tout cela remet aujourd'hui en question non seulement l'avenir d'Ángela Merkel, mais aussi de l'Union Européenne et indirectement de l'hégémonie conquise par l'impérialisme allemand. Voyons certaines de ces bombes à retardement.

Merkel remise en question chez elle. Danger de l'extrême-droite, mais aussi des contestations par sa gauche

Dimanche dernier, il y a eu des élections à Berlin. Celles-ci font partie d'une série d'élections dans les Länder ; en d'autres termes, les États et les cités-États qui composent la République Fédérale d'Allemagne. L'importance politique du vote dans la ville-Etat de Berlin est évidente. En outre, les élections ont eu lieu dans une situation politique tendue dans le pays et en Europe, qui a fait monter le pourcentage de votants à près de 70 %.

Angela Merkel et son parti ont reçu une **raclée électorale sans précédent** à Berlin. La CDU (Union chrétienne-démocrate - Christlich Demokratische Union), n'a obtenu que **17,5 % des suffrages**, le **pire score de son histoire** dans la capitale de l'Allemagne. La CDU a été en outre dépassé par les sociaux-démocrates du SPD (Sozialdemokratische Partei Deutschland) qui **ont obtenu 24 %...** même s'ils sont aussi en recul. Et le contenu politique décisif de cette élection n'était pas « régional » ou « municipal », mais concernait les **problèmes nationaux** et surtout **européens**.

L'élection a exprimé clairement un **fort vote sanction** contre l'actuel gouvernement fédéral de la soi-disant « Grosse Koalition» (Grande Coalition) entre les partis démocrates-chrétiens de Merkel (CDU/CSU) [2] et les sociaux-démocrates du SPD. Mais cette « sanction » a été **inégale**. Elle frappe durement Merkel, mais moins ses alliés sociaux-démocrates.

Quels partis ont progressé ? Tout d'abord, les **listes à la droite** du gouvernement Merkel, mais aussi, quoique dans une moindre mesure, **celles à sa gauche**.

Le grand bénéficiaire est l'AfD (Alternative pour l'Allemagne - Alternative für Deutschland), nouveau parti **d'extrême droite** fondée il y a seulement trois ans qui a obtenu le 14,2 %. L'AfD n'est qu'à trois points d'écart du parti de Merkel !

Mais, à la gauche du gouvernement, progresse aussi sensiblement **Die Linke** (La Gauche) et **Les Verts** (Grüne) restent stables, avec 15 % chacun.

Il faut souligner que **Die Linke** (La Gauche), est un parti fondé en 2007 par la fusion de deux courants. D'une part, celui qui provient d'une rupture sur la gauche avec les sociaux-démocrates du SPD. L'autre est un courant qui provient du vieux Parti Socialiste Unifié d'Allemagne (SED), qui a gouverné la République Démocratique Allemande (RDA) avant la chute du mur de Berlin en 1989. À l'heure actuelle, Die Linke fait des scores importants dans les Länder qui faisaient partie de la RDA.

Le correspondant à Berlin du quotidien *El Pais* de Madrid, résume ainsi la nouvelle situation :

« Les berlinois ont donné une forte gifle aux deux grands partis qui ont gouverné la capitale et le pays. Le

coup le plus dur est encaissé par la CDU, d'Angela Merkel. Les ultraconservateurs de l'AfD, **font irruption à partir de nulle part** et les post-communistes de Die Linke **prennent élan et arrivent en troisième place**, très proches des Verts... Berlin offre des pistes d'un processus qui se déroule dans l'ensemble du pays : **la perte de puissance des deux grands partis** -celui de Merkel et les sociaux-démocrates, qui ne totalisent que moins de 40 % des voix- et la dispersion croissante des voix. Si ce phénomène se confirme, cela aura des **conséquences profondes sur la gouvernabilité** du pays. Pour l'instant, l'actuelle coalition des sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates qui ont gouverné Berlin sera remplacée par une tripartite, probablement composé de sociaux-démocrates, verts et postcommunistes. » [3]

Il faut souligner aussi l'impact international des élections de Berlin. En France, Marine Le Pen, de l'extrême-droite du Front National, a envoyé des chaleureuses félicitations à l'Alternative für Deutschland...

Sommet de Bratislava – « Crise existentielle » dans l'Union Européenne

Mais avant les décevants résultats de Berlin, Merkel a reçu un coup encore plus grave. Nous parlons du « sommet » de l'Union Européenne qui s'est tenu les 8 et 9 juillet dernier à Bratislava, capitale de la Slovaquie. Il a réuni pour la première fois les 27 États de l'Union Européenne après la rupture britannique. L'impérialisme allemand -en la personne d'Angela Merkel- avait réussi à diriger sans contestation l'Union Européenne. Mais il se trouve maintenant derrière le volant d'un véhicule qui **marche au bord de l'abîme**, mais en même temps menace de **s'écrouler avec n'importe quel mouvement**, qu'il ralentisse ou augmente de vitesse, qu'il tourne à droite ou à gauche.

Ainsi, opportunément, le sommet de Bratislava n'a décidé de pratiquement rien d'important ou qui ait à voir avec les questions brûlantes d'aujourd'hui. Il a seulement réussi à voter des résolutions sur la « sécurité » et l « défense », qui ne sont pas en rapport au cœur des crises qui frappent l'UE et la divisent, comme la **crise des réfugiés** en premier lieu, la **stagnation de l'économie européenne** et maintenant à **nouveau les cataclysmes financiers à l'horizon**... Ces cataclysmes sont une perspective réelle non seulement en Grèce, au Portugal ou en Espagne ou mais aussi en Italie et en Allemagne.

À la veille du sommet de Bratislava, le Président de la Commission européenne, Jean Claude Juncker, a prononcé un discours à faire pleurer dans les chaumières au Parlement européen, en disant que l'UE souffre d'une « crise existentielle »... et regrettant que les gouvernements respectifs « souvent parlent seulement de leurs propres intérêts nationaux ». Mais de quoi parlaient les gouvernements de l'Allemagne et de la France, quand ils ont condamné la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande, etc., à souffrir des plans d'austérité ? N'étaient-ils en train de défendre les intérêts de leurs banques respectives, qui voulaient absolument se faire rembourser les dettes frauduleuses qu'ils avaient créées dans ces pays ?



En conclusion : les forces centrifuges et de crise qui agissent sur l'Union Européenne ne se limitent pas à la simple sécession du Royaume-Uni. Bien que **personne ne prévoit, pour l'instant, une nouvelle rupture**, la tendance est de **mettre des limites** sur les pouvoirs de Berlin-Bruxelles... mais contradictoirement aussi dans un **sens réactionnaire**, avec l'axe dans la crise des réfugiés.

Dans une large mesure, ce **glissement vers la** droite en ce qui concerne le rejet de l'UE, est **également une conséquence de la trahison de Tsipras et de Syriza**. Cette trahison a signifié une **grave défaite** du bras de fer contre Berlin-Bruxelles que menaient les travailleurs et les secteurs populaires en Grèce dans une perspective de gauche, et pas les classes moyennes et la bourgeoisie qui nourrissent aujourd'hui les formations d'extrême droite en France, en Allemagne, en Pologne, en Hongrie, etc.

Dans cette situation, contre l'actuelle Union Européenne en crise, il est nécessaire de mettre en place une alternative ouvrière, populaire et socialiste.

Notes:

1.- Frank-Walter Steinmeier, "Germany's New Global Role - Berlin Steps Up", *Foreing Affairs*, July 2016.
2.- Les démocrates-chrétiens de Bavière se regroupent dans un parti propre, le CSU, Christlich-Soziale Union - Union Sociale Chrétienne.
3.- Luis Doncel, "La nueva debacle en Berlín eleva la presión sobre Merkel, *El País*, 19/09/2016.

La montée du phénomène Corbyn continue

Par Ale Kur

Le 24 septembre auront à nouveau lieu des élections primaires au sein du Parti Travailliste [Corbyn a été finalement réélu avec 62% des voix]. Des élections ont déjà eu lieu il y a seulement un an, occasion dans lequel Jeremy Corbyn a remporté la victoire avec 60% des voix. Mais depuis lors, l'establishment du parti (cristallisé notamment dans les députés travaillistes) lui a déclaré la guerre. Le triomphe du Brexit dans le référendum a précipité l'annonce de nouvelles élections pour la direction du parti, car les opposants à Corbyn lui tenaient pour responsable de cette défaite (le travaillisme a fait campagne pour le Remain, c'est-à-dire pour rester dans l'Union Européenne).

L'establishment du parti, entièrement intégré au régime politique et économique (capitaliste, impérialiste et néo-libéral), a tenté de se débarrasser de Corbyn par le vote de « défiance » de ses députés au Parlement. Le résultat a été de 172 députés votant contre Corbyn et seulement 40 le soutenant.

Toutefois, l'état d'esprit largement dominant parmi les députés travaillistes n'a aucun rapport avec celui de la base sociale du parti. Là, la tendance est exactement l'inverse. Le 60% des voix qu'avait obtenu Corbyn lors des élections primaires précédentes n'est pas du tout une donnée du passée, mais constitue une tendance totalement actuelle et émergente. La principale preuve de ceci est l'augmentation énorme du nombre d'adhérents du parti : ils sont aujourd'hui plus de 500 000, ce qui signifie qu'il a plus que doublé depuis mai 2015. Parmi ceux-ci, 125.000 ont rejoint le parti après le référendum européen et donc après le début de l'offensive de l'aile droite du travaillisme contre le chef du parti. L'écrasante majorité des nouveaux membres ces dernières années, pour ne pas dire tous, s'est rapproché du parti travailliste dans la perspective de soutenir Corbyn. Cela implique la naissance d'un nouveau mouvement social massif de contenu « corbyniste », qui s'exprime autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti travailliste.

Dans ces circonstances, il est prévu que Corbyn obtienne un résultat supérieur ou égal à celui des primaires précédents. C'est pourquoi ses adversaires au sein du parti ont réalisé toutes sortes de manœuvres pour éviter que les nouveaux adhérents ne puissent voter (c'est-à-dire, des dizaines de milliers de personnes), ils ont augmenté à niveaux impopulaires le prix de adhésion qu'il faut payer pour participer à l'élection (mesure particulièrement antidémocratique s'agissant d'un parti de base ouvrière), ils ont déployé une campagne de « chasse aux sorcières » contre la gauche (à laquelle ils accusent de « infiltration dans le parti ») , etc.. Rien de tout cela n'aura un impact sur les résultats des primaires : ce dont il s'agit est d'affaiblir la position Corbyn à travers une « guerre de guérillas », avec une perspective de long terme.

Essentiellement, la droite du parti fait le pari d'agiter l'idée que Corbyn est « inéligible » pour les larges masses du fait de son profil gauchistes. Ils attendent que des résultats électoraux défavorables au Parti Travailliste (lors des élections locales ou générales) sème une remise en question, pour pouvoir le renverser avec une plus grande base de légitimité. Et si le plan « A » de se débarrasser de Corbyn ne marchait pas, il y a toujours le plan « B » de faire scission du parti.

Le « parti parlementaire », comme on peut le voir, constitue une caste privilégiée qui ne répond pas aux intérêts de la base sociale du travaillisme (principalement ouvrière). La candidature des parlementaires travaillistes n'est même pas le résultat d'une élection interne des adhérents ou des membres de chaque district, mais s'impose une « tradition » par laquelle les parlementaires élus sont encore candidats tant qu'ils ne démissionnent ou ne soient vaincus lors d'une élection. C'est ce qui explique le fait que le « groupe parlementaire » puisse être complètement éloigné des adhérents de base et cependant continue dans ses positions de pouvoir, sans rendre des comptes à quiconque.

Tout le mécanisme du parti travailliste est profondément bureaucratique. Y compris l'élection démocratique de leur leader à travers le système « un membre, une voix » a été initialement pensée comme une manouvre contre la base du parti. Le mécanisme a été créé pour liquider le poids du militantisme organique du parti, où avait une influence particulière le secteur syndical. On pensait qu'en permettant aux adhérents non militants de voter, l'on diluerait le profil ouvrier du parti travailliste en permettant un virage plus grand vers le néolibéralisme. Mais ce mécanisme s'est retourné contre la bureaucratie du parti, lorsque tout un secteur du mouvement social anti-austérité a vu dans Corbyn un outil politique pour réaliser ses aspirations.

C'est pourquoi actuellement le « parti parlementaire » commence à réfléchir à nouveau à l'idée de limiter le vote des adhérents, pour pouvoir trancher les élections internes entre la direction du parti. La droite travailliste essaie de trouver un point d'appui pour ces manœuvres dans un secteur de la bureaucratie syndicale -qui est divisé entre soutien et opposition à Corbyn-.

Dans tous les cas, la guerre interne entre le « parti parlementaire » et la base du parti démontre qu'il est impossible d'utiliser les structures du travaillisme à des fins révolutionnaires (ou au moins progressistes). Le Parti Travailliste est l'un des principaux piliers du régime politique au Royaume Uni depuis des décennies. C'est un parti qui a gouverné le pays en appuyant son caractère capitaliste et impérialiste, qui s'est adapté au virage néolibéral et pro-mondialisation, qui a impulsé les coups budgétaires et l'austérité, qui a mené des guerres de pi-

llage comme celle de l'Irak, qui a gardé la monarchie et l'oppression sur leurs propres minorités nationales (comme les irlandais). Un parti qui a développé une caste de « politiciens professionnels » chargé d'administrer l'exploitation et l'oppression, et dont le fonctionnement organique s'articule autour des besoins de cette caste. Tant que soit gardé le respect des « institutions » de ce parti et que des compromis avec son « establishment » soient recherchés, toute perspective de changement est vouée à l'échec.

Le profil de Corbyn

Jeremy Corbyn est un militant avec une importante trajectoire au sein du Parti Travailliste. Il a soutenu un grand nombre des luttes des travailleurs (comme celle des mineurs contre Thatcher dans les années 80). Il a rejeté les guerres impérialistes menées par le Royaume-Uni. Il a soutenu la cause des Palestiniens contre l'apartheid sioniste. Il a affronté les programmes d'armement nucléaire. Il s'est opposé publiquement aux mesures d'austérité et défend la renationalisation des services publics comme l'énergie ou les chemins de fer. Il défend des positions écologistes et pacifistes.

Comme on peut le voir, son profil est en général très à gauche de l'establishment politique britannique (et européen en général). Toutefois, il ne défend pas une issue anticapitaliste de fond, mais il propose plutôt une série de réformes au régime actuel. Ce qui le place dans un endroit similaire (bien que légèrement plus combatif) à celui d'autres expériences comme Syriza (Grèce) et Podemos (Espagne), dont les résultats lamentables sont largement connus.

Le phénomène de Corbyn a un aspect très progressif, puisqu'il exprime le virage à gauche des secteurs énormes des travailleurs et des jeunes au Royaume Uni. Il s'agit de la recherche d'une alternative aux candidats traditionnels pourris, qui ne proposent qu'encore plus d'austérité et de xénophobie. Toutefois, il a de fortes limites, car du point de vue stratégique il ne défend pas une véritable alternative à l'existant.

Reste à voir le niveau de soutien qu'il peut obtenir lors des élections générales du Royaume-Uni (où est élu au Parlement national et, par conséquent, le gouvernement du pays). Celles-ci seraient fixées à priori pour l'année 2020, bien que la crise déclenchée par le Brexit puisse obliger à les réaliser même l'année prochaine.

Jusqu'à présent, les sondages indiquent que le vote à un Parti Travailliste dirigé par Corbyn est loin du Parti Conservateur, actuellement au gouvernement. Ceci est le produit d'un déclin électoral du travaillisme qui date d'il y a longtemps, comme conséquence de son adaptation au néo-libéralisme et son incapacité à offrir des alternatives à l'austérité. La droite du parti travailliste inverse les faits et accuse Corbyn d'être responsable du déclin électoral, alors qu'en fait c'est Corbyn qui défend l'idée (au moins sur le plan discursif) changer la direction prise par le parti, qui l'a conduit à l'impasse actuelle.

En tout cas, pour que le Parti Conservateur s'effondre et qu'il puisse avoir une alternative à son gouvernement, il faudrait une vague montante des luttes ouvrières et populaires. L'austérité ne peut être vaincue que dans les rues, dans les usines, dans les universités et dans tous les lieux de travail et d'étude dans le pays. Toutes les tactiques électorales possibles doivent toujours être subordonnées à cette perspective.

CAHIERS DE FORMATION DE SOCIALISME OU BARBARIE



Dehors les chars turcs de la Syrie !

Par Ale Kur

Le 24 août, un important contingent de chars turcs a traversé la frontière pour envahir le nord de la Syrie. Il l'a fait accompagné d'une armée de centaines (et peut-être même des milliers) de combattants syriens appartenant à différents groupes islamistes. Ces groupes agissent depuis des années en tant qu'agents des intérêts turcs à l'intérieur de la Syrie et maintenant ils agissent directement comme une force de choc à leur service.

L'invasion turque (pays membre de l'OTAN) est menée avec le prétexte d'expulser Daesh des positions que celui-ci occupait jusqu'il y a pas longtemps dans la frontière. Mais c'est seulement une excuse. La réalité est que Daesh s'est retiré de ces positions sans combat, face au signal turc que ses troupes allaient avancer sur ces territoires.

Le véritable but de l'invasion turque est de couvrir Daesh dans sa déroute dans le nord de la Syrie. Les Forces Démocratiques Syriennes (composé par les YPG-YPJ kurdes et par leurs alliés arabes et d'autres groupes ethniques) ont depuis plusieurs années infligé d'importantes défaites à Daesh. La dernière a été la libération de la ville de Manbij (achevé le 12 août), qui a brisé la principale route logistique entre la Turquie et le « califat » de Daesh. Il s'agissait d'une route stratégique pour Daesh, car y passaient dans les deux sens des milliers de combattants, fournitures, financement, etc..

La prise de Manbij a également ouvert une autre possibilité importante : la libération d'Al Bab, une autre ville située aux environs d'Alep. Si cet objectif était atteint, Daesh serait complètement isolé de la Turquie. Mais il cela laisserait également les FDS aux portes d'unifier les territoires libérés du nord-est et du nord-ouest du pays (appelés Rojava, Kurdistan syrien ou Fédération du Nord de la Syrie).

Ces territoires libérés sont le scénario d'une expérience d'autogouvernement démocratique, où les différents groupes ethniques coexistent de manière pacifique et libre, où les femmes ont tous les droits et sont les protagonistes. Une expérience dans laquelle, au-delà de ses limites possibles, il existe un degré de participation populaire qui n'existe dans aucun autre État du Moyen-Orient. Et où sont menées même certaines tentatives de transformation socio-économique dans un sens coopératif et d'inclusion large. [1]

Si ces cantons autonomes étaient unifiés, ils formeraient une fédération territorialement continue qui couvrirait une importante frange dans le nord du pays. Son existence aurait la possibilité de démontrer qu'il est possible de suivre en Syrie (et au Moyen Orient) un chemin très différent de celui des tyrannies nationalistes (comme celle d'Al Sisi en Egypte ou d'Al Assad en Syrie), des monarchies réactionnaires (comme l'Arabie Saoudite ou le Qatar), de l'islamisme autoritaire (comme Erdogan en Turquie ou la théocratie iranienne) et des enclaves coloniales racistes comme Israël. Ce serait, par conséquent, une victoire matérielle et objective du grand mouvement populaire démocratique qui a commencé avec le printemps arabe, et un excellent contrepoint avec son devenir réactionnaire dans toute la région.

Il est clair que l'existence des territoires libérés dans le nord de la Syrie se heurte de plein fouet avec les intérêts d'Erdogan -le Président de la Turquie- et de son parti islamiste (AKP). D'une part, parce que la Turquie veut transformer le nord de la Syrie dans une semi-colonie turque, gouvernée par ses alliés djihadistes - et les FDS sont le principal obstacle dans cette perspective. D'autre part, parce qu'une victoire pour les Kurdes en Syrie serait un encouragement énorme pour les Kurdes de Turquie, qui ont déjà une grande expérience d'organisation et de mobilisation pour leurs droits. Ces dernières années, les régions kurdes de Turquie ont vécu une vague d'agitation populaire avec des éléments insurrectionnels, qu'Erdogan a écrasée avec une intense violence répressive (niant les droits démocratiques les plus élémentaires).

Voici le véritable contenu de l'invasion turque du nord de la Syrie : **occuper préventivement les zones que Daesh ne peut plus défendre**. Couvrant ainsi la déroute de Daesh, la Turquie peut bloquer l'avancée des Forces Démocratiques Syriennes et **empêcher l'unification des cantons autogouvernés.**

Cet objectif est le point de départ, le programme « minimal » d'Erdogan et de ses alliés djihadistes. Mais leur horizon va beaucoup plus loin. Envahissant le nord de la Syrie, il veut essayer d'essayer d'inverser les victoires obtenues par les FDS, commençant par la ville de Manbij. **Le gouvernement turc a pour but de subjuguer à nouveau cette ville, qui a été libérée grâce au sang des centaines de martyrs des FDS dans un combat très dur de plus de deux mois. Il veut y rétablir un Émirat islamique identique à celui qui vient d'être vaincu, mais cette fois sous le protectorat d'un membre de l'OTAN**. Et si les rapports de force lui sont favorables, traverser l'Euphrate pour achever la tâche qu'il avait confié à Daesh : écraser Kobane et toute l'expérience de l'autogouvernement démocratique.

S'il fallait encore des preuves pour démontrer les intentions véritables du gouvernement turc, il suffit de tenir compte de la quantité de temps pendant laquelle Erdogan à permis Daesh s'installer à sa frontière, utiliser ses propres territoires et probablement aussi béneficié d'un soutien en armes, en financement et en formation de l'Etat turc. Pendant qu'il permettait à Daesh toutes ces choses, il bloquait complètement l'accès à Kobane et aux territoires libérés par les Kurdes, faci-



litant objectivement le siège de djihadistes. Après des années de coexistence et de solidarité avec Daesh, la Turquie n'envahit le nord de la Syrie que lorsque ce dernier commence à s'effriter.

Vu dans cette perspective, l'invasion turque semble plutôt une sorte de « relève » à Daesh dans ses fonctions, car celui-ci a perdu son utilité, par une nouvelle marionnette avec des forces renouvelées. Les groupes islamistes syriens utilisés comme une force de choc ne se différencient pas radicalement de Daesh en en ce qui concerne de leurs objectifs et leur vision du monde. Ils partagent l'idée d'imposer une théocratie islamique sunnite, différant dans le meilleur des cas en fonction de leur degré de brutalité et de médiévalisme. Dans certains cas, on soupçonne même que les membres de ces groupes sont tout simplement des ex-membres de Daesh qui ont changé leurs drapeaux pour atteindre leurs objectifs, comme semblent l'indiquer des vidéos et des images circulant sur les réseaux sociaux.

Pour toutes ces raisons, tant dans sa forme que dans son contenu, l'invasion turque est une avancée ultraréactionnaire qui doit être rejetée partout dans le monde. Plusieurs éléments se combinent : la violation de la souveraineté d'un pays indépendant, l'attaque indiscriminée de civils, le soutien aux groupes djihadistes semblables aux Talibans, la perspective d'en finir avec l'expérience la plus progressive qui existe encore au Moyen-Orient. Et comme si cela ne suffisait pas, l'invasion turque est entièrement fonctionnelle à Daesh, en combattant et en affaiblissant la seule force militaire qui le combat efficacement. Daesh profite déjà de cette offensive, avançant sur les territoires qui restent sans défenses du fait de la nécessité des FDS de déplacer ses forces pour se défendre contre l'agression turco-islamiste.

Cette offensive a déjà trouvé ses premières résistances. Il s'agit d'actions héroïques, étant donné que l'armée turque est l'un des plus grandes et mieux équipées du monde. En outre, dans cette occasion les Forces Démocratiques Syriennes n'ont pas le soutien aérien que les États-Unis leur ont apporté dans des batailles contre Daesh, ce qui aggrave sensiblement le rapport de forces dans le domaine militaire.

Dans le champ politico-diplomatique, l'agression turque a le soutien par omission de toutes les puissances mondiales et régionales. Plusieurs médias ont rapporté que celle-ci avait était même convenue avec l'axe Russie-Iran-Syrie, qui commence aussi à regarder avec inquiétude la montée en puissance des FDS. Cela fait partie aussi d'un processus de rapprochement mutuel avec Erdogan.

En ce qui concerne les Etats-Unis, son administration s'est limitée à demander à la Turquie de « se concentrer sur la lutte contre Daesh », sans pouvoir même formuler une condamnation tiède. Ainsi, l'impérialisme étatsunien montre au monde son vrai visage. Après des années d'apparaître comme les défenseurs des YPG-YPJ, ils leurs ont laissé se faire écraser par les chars d'un autre pays membre de l'OTAN. Ceci est vu par des milliers comme un coup de poignard dans le dos, ce qui sera très difficile à oublier.

Ce n'est pas clair ce qui va arriver dans les prochains jours et semaines. On verra la véritable portée de l'invasion et des forces de la résistance. Sont possibles autant une confrontation directe qu'un « refroidissement » momentané (par la médiation des Etats-Unis et face à l'impact politique que l'invasion commence à générer). Mais à moyen et long terme, se pose sans doute le problème stratégique de la présence des djihadistes et de l'Etat turc dans la région, une véritable bombe à retardement prête à exploser. Tout le monde devrait dénoncer l'agression turque, se solidarisant avec les victimes et avec ceux qui combattent l'agression.

Notes

1 - Il existe un débat autour de s'il s'agit d'une expérience ouvrière et socialiste. Nous croyons qu'il est plus adéquat de la définir comme une expérience communale (ou démocratique radicale), dans le sens où elle exprime un fort contenu de participation de ceux d'en bas, très progressive, mais encadrée par des forts limites structurels.

Argentine : Journée de la Pensée Socialiste

Nuevo MAS (Nouveau Mouvement Vers le Socialisme)

Dimanche dernier, nous avons réalisé notre Première Journée de la Pensée Socialiste, une initiative sans précédents parmi les courants de gauche dans notre pays.

La journée a été un succès retentissant : les plus de 1000 camarades qui ont participé, venant de plusieurs endroits du pays, sont repartis enthousiasmés avec la perspective de la réalisation de la Deuxième Journée, que nous réaliserons en 2017 autour du centième anniversaire la Révolution Russe.

L'idée de mettre en place cette Journée de la Pensée Socialiste nous l'avons « emprunté » à l'expérience des organisations du trotskisme européen, mais qui n'a pas été reproduite par les partis de gauche dans notre pays, et notre but est maintenant de la réaliser tous les ans.

La réalité, c'est que l'on ne savait pas quel aurait être le succès de cette Journée. Un dimanche, d'un week-end de trois, une activité sans précédents pour notre parti ou la gauche en général.

Et la vérité est que la Journée a été un vrai succès : trois conférences-débat - une véritable folie ! - le long d'une seule journée, toutes les trois à la salle pleine - pas tout le monde a assisté aux trois conférences, il y avait une rotation du public selon l'intérêt de chacun-, ce à quoi il faut ajouter une soirée organisée par la jeunesse du parti, qui a été aussi spectaculaire. Et cela sans oublier la transmission en ligne de la journée, avec des centaines de participants, même dans plusieurs pays.

En outre, nous avons aussi organisé en même temps une librairie, une table de notre organisation féministe Las Rojas, une salle où on a projeté des vidéos et des courts-métrages, etc.

Concernant le contenu de la journée, l'idée était de combiner des éléments politiques avec d'autres plus stratégiques. De par le type d'événement que nous organisions, et de par la nécessité de la formation des nouvelles générations militantes (autant parmi les étudiants que parmi les travailleurs), nous avons fait le pari d'intercaler des éléments d'analyse et politiques avec d'autres de caractère programmatique et stratégique, une combinaison qui a très bien fonctionné dans l'articulation des activités de la journée.



Sur la composition des participants, il y avait une forte composante partisane, mais également un pourcentage élevé de participants indépendants qui se sont intéressés aux questions traités. Il faut souligner qu'en plus de la composition majoritairement de jeunes, s'est exprimé aussi un important élément de travailleurs, avec des représentants des travailleurs de différentes syndicats et lieux de travail (les camarades de Zanon, ceux de l'industrie du pneu et une série de syndicats industriels, de l'éducation et de l'État).

Il y a eu aussi l'apport, en plus, de la participation de Claudio Katz, Pablo Bonavena et Hernan Camarero (trois chercheurs et intellectuels de la gauche largement reconnus), qui avec leur disposition et attitude fraternelle ont contribué à la richesse de la Journée.

La Journée est commencée à 11 heures avec la conférence des camarades de Las Rojas, où il faut souligner l'intervention de Ines Zadunaisky, avec un *racconto* programmatique de la signification du féminisme socialiste, ainsi que l'intervention très riche des trois autres panélistes (Natalia Ruiz, Marina Hidalgo Robles et César Rojas), qui ont porté sur notre position abolitionniste en ce qui concerne la prostitution, les questions juridiques autour de la lutte pour l'avortement non punissable, ainsi que lutte des minorités LGBT.

Plus tard, à partir de 14 heures, a eu lieu la conférence sur le mouvement ouvrier, qui a suscité un énorme intérêt. Dans celui-ci, Hernan Camarero a exposé une série de considérations méthodologiques pour l'approche de l'histoire de l'ouvrier mouvement argentin, ainsi que les phases celui-ci. Dans une intervention très vivante, Jorge Ayala a expliqué son expérience de comment il est devenu socialiste révolutionnaire, tandis que Eduardo Mulhal et « el Chino » Heberling ont apporté des éléments sur le processus de recomposition ouvrière et la situation actuelle sous Macri.

Enfin, lors d'une conférence à salle remplie, après des heures de conférences et de discussions, Roberto Sáenz, Martín González Bayón, Claudio Katz, Marcelo Yunes et Pablo Bonavena ont contribué à présenter des éléments sur l'état de la lutte de classe internationale et l'actualité de la lutte pour le socialisme, allant au-delà de la conjoncture actuelle et apportant des aspects de l'expérience stratégique du siècle dernier, notamment l'importance de la centralité de la classe ouvrière pour que la révolution et le processus de la transition suivent un cours vraiment socialiste.

En fin de compte, nous sommes tous repartis de la Journée avec un ensemble de pensées et réflexions dans la tête, et en attendent impatiemment la réalisation de la Deuxième Journée de la Pensée Socialiste l'année prochaine, bien sûr qu'en réfléchissant tout d'abord à comment mettre en pratique les échanges que nous avons eu la Journée du 14, dans la lutte des classes de tous les jours.

« Le pari de la centralité historique de la classe ouvrière »

Intervention de Roberto Sáenz, dirigeant du Nuevo MAS (Nouveau Mouvement Vers le Socialisme) et du Courant International Socialisme ou Barbarie, dans la conférence « Nouveau cycle historique, révolution et socialisme »

Je vais revenir sur deux ou trois aspects du débat pour clore cette conférence-débat et la Journée dans son ensemble.

Regroupement

La première chose que je veux souligner est l'importance de la présence des camarades Pablo Bonavena, Hernán Camarero, Claudio Katz et d'autres camarades qui étaient présent aujourd'hui, précisément à cause de ce qui disait le camarade brésilien quant à l'absence d'une Internationale révolutionnaire unifiée.

Il y a un problème que nous avons hérité depuis a plusieurs décennies et qui n'est toujours pas réglée : l'absence d'une organisation internationale révolutionnaire, d'une véritable Internationale. Il y a eu la Première Internationale, qui a été une internationale progressive, fondatrice du mouvement ouvrier comme un mouvement socialiste. Après il y a eu la Deuxième Internationale, qui a eu une période très progressive d'éducation politique d'un mouvement ouvrier socialiste de masse (comme l'a dit Trotsky), mais ensuite a trahi et puis vint la relève de la Troisième Internationale, jusqu'à ce que cette dernière a été détruite par la dégénérescence stalinienne.

Il y a un vrai problème, qui semble très général mais est très concret : l'absence d'une véritable Internationale révolutionnaire. Après le naufrage de la Troisième Internationale a eu lieu la fondation de la Quatrième Internationale dans des conditions défavorables, dans la « nuit » du XX siècle, fondation qui a permis de garder un fil de continuité du marxisme révolutionnaire : cela a été la plus grande contribution historique de Trotsky, comme lui-même l'a souligné.

Mais cette International s'est dispersée à la sortie de la Seconde Guerre Mondiale, et jusqu'au jour d'aujourd'hui nous avons plutôt des courants internationaux qu'une International à proprement parler.

Il arrive, également, que fonder une International n'est pas un simple acte de volonté : il dépend des événements historiques de la lutte des classes. Mais regrouper les révolutionnaires a des déterminations plus faciles à gérer. Et je ne sais pas dans quel sens voulait aller le camarade brésilien, mais bon : il y a le problème qu'il n'y a encore aucun regroupement révolutionnaire au niveau international, il y a très peu d'espaces d'échange.

C'est pourquoi il est très important de se doter d'espaces comme ces Journées, écouter des camarades comme Pablo, Claudio, Hernan, etc., camarades avec lesquels il y a des éléments de tradition commune, mais aussi des nuances, bien sûr. Cet échange est essentiel car il permet de « ouvrir la pensée » dans le sens de mettre en place un espace d'échange d'idées et de formation du militantisme, où l'on écoute, on accumule également des éléments, ce qui nous permet d'atténuer un peu les effets négatifs de ce manque d'une organisation internationale, d'espaces d'échange politique plus global.

C'est ce que voulais faire tout d'abord : revendiquer cette Journée de la Pensée Socialiste. Mais en même temps souligner que nous sommes à la recherche d'échanges et d'approches avec des camarades en Europe, qui pour l'instant sont des recherches, car maintenant il n'y a aucun progrès. Il s'agit de secteurs qui viennent de la gauche du Secrétariat Unifié (le courant mandeliste, du nom de son dirigeant histori-



que Ernest Mandel), qui ont des positions vers la gauche. Mais il y a aussi une rupture très importante au Brésil dans le PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifié). Sur cette rupture, nous avons des expectatives que ces camarades continuent à avancer, qu'ils avancent dans une rupture avec les positions objectivistes, qu'ils tirent les conclusions les plus stratégiques. Je ne veux pas faire une intervention sectaire : juste pour dire que, en effet, il existe des réajustements dans le mouvement révolutionnaire et il faut voir comment cela évolue et se donner une politique par rapport à cela.

Une lente impatience

Voyons deux ou trois autres questions. C'est un fait que l'expérience des travailleurs démarre aujourd'hui d'un point plus « bas » dans la subjectivité par rapport au début du XX siècle, lorsque, dans le centre du mouvement ouvrier, le mouvement ouvrier européen, l'on avait une classe ouvrière qui était socialiste. Un mouvement ouvrier socialiste de masses qui s'exprimait dans plusieurs aspects qu'a souligné Hernan dans la conférence précédente : par exemple, qui avait des équipes de football. Qui peut imaginer aujourd'hui que la gauche ait des équipes de football ? Si la gauche arrivait à les avoir, si elle était capables d'organiser le temps libre de notre classe, si elle était capable d'organiser -comme disait Lénine- cette partie de la classe ouvrière « sans parti », cela signifierait un poids et une influence des masses qui aujourd'hui n'existe pas.

Comment allons-nous arriver à cela ? L'on ne sait pas. On ne peut pas le savoir exactement. Claudio l'a dit très bien : tant qu'existe le capitalisme, tant qu'existe l'exploitation, l'injustice, les inégalités et les injustices, tant qu'existe une résistance à cette injustice, nous pouvons relancer la perspective socialiste.

Il y aura une combinaison de facteurs objectifs et subjectifs nécessaires à la relance de la bataille pour le socialisme : pour remettre à l'ordre du jour l'actualité de cette perspective. Il doit y avoir des expériences stratégiques de la classe ouvrière, des expériences historiques de la classe ouvrière qui se forgent dans les conditions mêmes de l'exploitation de ce XXIème siècle. Comme cela a été le cas dans le passée avec l'expérience de la commune de Paris, de l'expérience révolutionnaire de 1905 en Russie, des expériences où la classe ouvrière a fait irruption comme sujet historique. Cela ne dépendra pas de notre volonté : cela se crée et se constitue dans les conditions mêmes de l'exploitation capitaliste et s'exprime dans l'expérience des révolutionnaires, dans la construction du parti, dans ces Journées de la Pensée Socialiste, dans la tentative de tirer des conclusions, de garder le fil de la continuité de nos idées, de les relancer comme alternative au « possibilisme » ambiant.

C'est une combinaison d'éléments objectifs et subjectifs qui, tant que l'exploitation capitaliste continue à exister, vont remettre la perspective du socialisme à l'ordre du jour historique. Ce sont les discussions stratégiques dans le marxisme révolutionnaire ; Rosa Luxemburgo a écrit Réforme et révolution à la fin du XIXe siècle. Elle était minoritaire, elle était une génie, mais elle était minoritaire : au moment où le mouvement socialiste avait de gros succès, où il faisait des gros scores aux élections, où il dirigeait tant de syndicats, Rosa a insisté sur les perspectives de la révolution sociale, sur la base d'une analyse fondée et matérialiste du caractère exploiteur du capitalisme, qui ne pouvait pas résoudre ses propres contradictions, elle a défendu ce pari stratégique contre les révisionnistes et les « orthodoxes » réformistes.

La question est que la lutte socialiste revienne à l'ordre du jour dans les conditions du capitalisme agressif, dans les conditions du développement d'un redémarrage de l'expérience, où justement notre tâche complexe et difficile, qui comprend également la lutte politique, la construction du parti, tirer parti des défis qui s'ouvrent à nous, profita, dans le cas de l'Argentine, de la vacance politique à gauche, du phénomène de la recomposition de la classe ouvrière , etc., notre tâche est que l'expérience qui redémarre avance vers la gauche.

Bien sûr que pour ces grandes perspectives il faut être patient. Daniel Bensaïd (marxiste révolutionnaire français, dirigeant du Secrétariat Unifié) a donné une définition de la façon dont il faut s'attaquer à nos tâches stratégiques qui est très profonde : il disait qu'il faut le faire une lente impatience. Cela semble une contradiction dans les termes, mais c'est une définition très fine, dans le sens où nous les révolutionnaires nous devons être patients avec impatience: savoir que le processus historique a son rythme, son développement, etc., de savoir qu'en quelque sorte la lutte de classe internationale est « enceinte » de cette émergence d'une nouvelle génération qu'il faut former, qu'il faut éduquer : il faut être patients avec la nouvelle classe ouvrière, ses expériences, sa maturation politique.

Une lente impatience qui fait le pari du retour de la lutte par le socialisme, du retour de la lutte des classes, de l'actualité de la révolution socialiste. C'est dans ce sens qu'il faut aborder la question que posait Pablo : qu'est ce qui reste de l'expérience qui se développe ces dernières décennies ? Sous nos yeux se déroule un processus qui est très important : le retour de l'action collective. Parce que la rébellion populaire propose à nouveau une question qui est incompatible avec le néolibéralisme ambiant : retourne l'action collective et cela peut conduire à des victoires, des conquêtes, des avancées. L'idée même de la « fin de l'histoire » dévient moins crédible quand la rébellion populaire remet l'action collective





comme une alternative, même si celle-ci est encore embryonnaire, même si la maturation des facteurs subjectifs est encore difficile.

La classe ouvrière au centre

Troisièmement, je voudrais répondre au camarade qui a dit que poser le problème de l'absence d'autodétermination des travailleurs dans les révolutions de la deuxième moitié du XXe siècle serait « simplifier » les choses...

Il arrive qu'il y a des « simplifications » qui de toute façon sont profondes, car comme l'a dit Marx, la vérité est toujours concrète. Ce ne sont pas des questions secondaires : plusieurs fois des critères simples ou des « principes » permettent la compréhension de l'ensemble. Par exemple : Marx à travers la Loi de la Valeur a tenté d'expliquer tout l'édifice de l'exploitation capitaliste. Mais Marx avait un autre critère (comme l'a souligné Hal Draper dans son ouvrage extraordinaire Karl Marx's Theory of Revolution) en ce qui concerne sa théorie politique : celle-ci reposait sur le critère général que la libération des travailleurs serait l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Draper affirme que toute la théorie politique de Marx est ordonnée autour de cette compréhension : que l'émancipation de la classe ouvrière est une auto-émancipation, et il découlait le reste des critères de là. Comme on le sait, en outre, Marx a fait ce principe l'un des principaux mots d'ordre de la Première Internationale. La complication du XXème siècle, c'est qu'il y a eu un essai d'auto-émancipation avec la Révolution Russe et la vague de révolutions qui ont échoué qui ont succédé la Révolution Russe dans la période entre les deux guerres, mais dans le deuxième après-guerre il n'y a eu que des tentatives de substitution de l'auto-émancipation des travailleurs : la perspective c'était que l'Etat ouvrier de la transition vers le socialisme serait l'œuvre de « n'importe qui, sauf la classe ouvrière »...

C'est ce qui explique que des révolutions a priori socialistes mais sans classe ouvrière, ont donné lieu à la catastrophe dans laquelle elles ont finies. Roland Lew, un marxiste français, spécialiste de la Chine, du courant mandeliste, déjà décédé, affirmait qu'en Chine il y a eu un processus révolutionnaire d'émancipation incontestable dans le sens où les propriétaires de ces terres ont été expropriés, que les terres les ont été au départ données aux paysans, que le pays a été unifié et est devenu indépendant de l'impérialisme, mais qu'il n'y a pas eu d'auto-émancipation de la classe ouvrière. Classe ouvrière qui a vécu la révolution de 1949 comme une « révolution froide », définition que donne Frank Glass (également appelé Li fu Yen), militant trotskiste qui était à Beijing en octobre 1949 quand les troupes de Mao sont rentrées dans la ville.

Mais il n'y a pas eu non plus d'expérience de démocratie agraire parmi les paysans. Parce que la paysannerie chinoise n'avait aucune tradition de commune populaire. Il arrive que, parfois, la paysannerie, qui est individualiste, lutte collectivement. Et quand ils luttent collectivement, il y a des éléments de démocratie rurale, avec des énormes assemblées paysannes.

Mais dans le cas chinois, malheureusement, il n'y a eu d'expérience d'auto-émancipation de la classe ouvrière ni de la paysannerie : il y a eu la substitution des exploités et des opprimés par la bureaucratie. Et il y a eu une autre chose qui est aussi profonde : il y a eu une démarche d'« ingénierie sociale » où les transformations sociales n'ont pas été l'œuvre collective des exploités et des opprimés, mais quelque chose qui se développe d'en haut, une démarche de « marionnettistes » qui tiennent les fils et décrètent le Grand bond en avant, la collectivisation forcée de l'agriculture, par exemple.

Dans la stratégie politique de Socialisme ou Barbarie, sans que cela ne soit abordé de façon naïve, mais comme un problème stratégique, notre appréciation du bilan du XXème siècle est que la centralité historique de la classe ouvrière a été oubliée et que la grande tâche stratégique est de travailler pour construire des partis révolutionnaires, des organismes, des milices populaires, pour faire la révolution pour transformer les choses, en faisant le pari du rôle dirigeant de la classe ouvrière en tant que classe historique. Un rôle dirigeant historique qui s'est perdu comme résultat de la contre-révolution stalinienne : de la contre-révolution bureaucratique qui a « délogé » la classe ouvrière du pouvoir.

Claudio se demandait quand cela est arrivé. À notre avis, il y a plusieurs étapes. Daniel Bensaïd a affirmé qu'il était difficile de dater le moment dans lequel l'Etat ouvrier (ou l'Etat ouvrier bureaucratisé) a cessé de l'être. Il est très difficile de dater. Mais pour notre courant, ce processus commence dans les années 1930 ; c'est là, peut-être, le point de rupture fondamental, au moins dans l'ex-URSS, de même qu'il y a eu les défaites à Berlin en 1953, en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, en Pologne, en plusieurs occasions, défaites des révolutions antibureaucratiques.

Il y a eu une accumulation de défaites et une recherche de supprimer le rôle dirigeant historique de la classe ouvrière. Par opposition, notre pari stratégique plus général, le pari stratégique de notre courant, est la récupération de rôle historique central de la classe ouvrière, avec la compréhension que l'œuvre de la révolution socialiste et de la transition au socialisme est une œuvre qui doit être menée par des secteurs de plus en plus larges de la classe ouvrière et des masses, et par le parti révolutionnaire, qui est décisif et essentiel pour collaborer avec cette perspective. Voici ce que je voulais dire, bonne soirée et merci à tous d'être venus.

« Les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas peur du mot socialisme »

Intervention de Claudio Katz, économiste du groupe « Economistes de gauche » , dans la conférence « Nouveau cycle historique, révolution et socialisme »

Bonjour, merci beaucoup de l'invitation, d'abord je tiens à vous féliciter pour l'organisation d'une journée explicitement socialiste, je pense que dans la gauche il faut discuter avec cette dénomination, avec fierté de notre identité.

Je vais avancer trois sujets. Le premier est la phase actuelle. Depuis plusieurs décennies nous vivons le stade néolibéral du capitalisme, qui a commencé dans les années 80, s'est renforcé avec la chute de l'URSS, et il s'agit d'un capitalisme très différent de celui de l'après-guerre, de l'époque keynésienne. C'est un modèle d'agression permanente contre les travailleurs, de détérioration des salaires par le biais de la précarisation, de délocalisation de l'industrie vers l'est pour profiter des bas salaires, d'augmentation structurelle du chômage, d'utilisation de l'informatique pour augmenter la rentabilité, et ce n'est pas la faute des ordinateurs qui remplacent des travailleurs mais des capitalistes qui s'enrichissent avec ce remplacement.

C'est un modèle d'explosion des inégalités parce que l'écart des revenus augmente à partir du moment où les riches ne paient pas les impôts dans leurs états nationaux mais cachent leurs fortunes dans les paradis fiscaux. Le capitalisme néolibéral est un capitalisme de baisse des salaires, d'augmentation du chômage, des inégalités, au service des entreprises transnationales qui détruisent la vieille cohésion nationale de nombreuses économies avec l'internationalisation des processus de production, avec l'extension de traités de libre-échange qui garantissent la démolition des industries nationales compétitives.

Ces entreprises transnationales qui dominent l'économie mondiale ne sont pas juste des entreprises du pétrole, de l'automobile, maintenant cela inclut Google, Facebook, Twitter, les seigneurs des « clouds », qui dominent le cyberespace, qui ne génèrent aucune démocratisation, car cet espace virtuel n'est pas public, il est géré par quelques entreprises, d'ailleurs très liées au Pentagone.

Des entreprises transnationales, des traités de libre-échange très associées banques mondiales qui passent d'une activité spéculative à l'autre, et tout ce que nous avons entendu sur le fait que les gouvernements allaient réduire les commissions, qu'ils allaient réglementer le monde financier, finalement cela n'a rien donné. Par conséquent, nous avons un modèle néolibérale d'agression, au service des entreprises transnationales qui fonctionnent avec le libre-échange, qui développent des banques mondiales. Et qui en plus de générer de la souffrance populaire, tous les cinq ans ou tous les dix ans nous soumettent à des crises majeures, car le capitalisme néolibéral restreint le pouvoir d'achat et crée une difficulté, une rétraction du pouvoir d'achat, génère une concurrence mondiale qui accentue les processus de surinvestissement, qui génère des bulles financières spéculatives constamment.



La dernière grande crise que nous avons eu en 2008-2009 a donné lieu à la récession actuelle, longue récession qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Sept ans se sont écoulés et nous continuons avec une très grande liquidité mondiale qui passe d'une activité spéculative à l'autre, une reprise économique très anémique, bien que certains éléments ont changé. Les États-Unis ne sont plus, comme il y a quelques années, l'épicentre de la crise, il s'en sorti en exportant une partie de sa crise à ses concurrents, en contrôlant le dollar, en réhabilitant le FMI.

L'épicentre de la crise continue d'être l'Europe, où sont détruites des conquêtes sociales jamais atteintes dans une autre partie du monde, avec un mécanisme de chirurgie déflationniste à travers l'euro. Rien ne reste de l'idée d'une unité continentale pour faire une Europe sociale : c'est une Europe du capital, de claire agression aux conquêtes populaires historiques. Et le Japon continue sa longue stagnation.

Je pense que la nouveauté par rapport à 2008-2009 est la Chine. La nouveauté est que la Chine se renforce comme l'atelier du monde, se renforce avec une capacité financière lui permettant de sauver les banques en crise, mais la Chine a permis en 2008 que la récession ne se soit pas transformée en



une dépression mondiale comme celle des années 1930. Et dans ces moments la Chine, au lieu de continuer une croissance à des taux semblables à ceux de la décennie dernière, est entré dans un processus de réduction de la croissance et cela affecte toute l'économie mondiale.

Voici la donnée nouvelle de ces dernières années : le moteur chinois, sans s'éteindre, s'affaiblit, et cela frappe les économies intermédiaires, qui avaient augmenté la consommation des secteurs moyens. En particulier, cela aggrave la perte de gravitation des BRIC : de quelque chose d'éblouissant que nous avions il y a quelques années, maintenant on parle plutôt de leurs difficultés dans un scénario très compliqué pour la périphérie et l'Amérique latine, parce les prix des matières premières baissent et la volatilité augmente, ainsi que les sorties et les entrées de capitaux, qui ont été des éléments qui ont permis à certains pays , parmi lesquels l'Argentine, de faire face au coup fort de la crise de 2008-2009.

Donc, premier élément : nous continuons dans le capitalisme mondial, dans le capitalisme néolibéral des dernières décennies, nous sommes dans la phase de la crise de 2008, mais nous entrons dans un nouveau moment, dans cette phase où les acteurs centraux changent et où l'on doit poser notre regard sur la Chine parce que ce qui se passe en Chine fait que tout ce scénario puisse basculer de manières impensable dans les années à venir.

Deuxième élément : le capitalisme néolibéral fonctionne en transmettant des fantaisies sur la sagesse des marchés, sur les profits qui « déborderaient » vers les couches inférieures, sur les avantages de l'individualisme, mais surtout il fonctionne en générant de la peur, de la peur parmi les peuples. Peur du chômage, angoisse due à la flexibilisation du travail, le malheur de la pauvreté, le démoralisation de la fracture sociale. Le néolibéralisme fonctionne en générant cette angoisse parmi la masse de la population.

Mais en même temps qu'il génère ce sentiment dramatique parmi les peuples, il affaiblit et détériore les régimes politiques. Il y a une perte de légitimité des systèmes politiques dans tout le monde comme jamais auparavant ; il y a perte du soutien citoyen pour les institutions politiques ; il y a une érosion sans précédent des partis politiques. Et dans cette situation politique très, très changeante, je pense qu'un grand mécontentement se génère parmi les masses populaires.

Et le point critique est ici. Si ce mécontentement n'est pas canalisé par la gauche, il est rapidement exploité par la droite. Et il me semble que ces dernières années nous assistons à ce processus, nous observons cette tendance comme la caractéristique dominante de la politique mondiale.

Aux Etats-Unis, un pays d'une inégalité raciale énorme, avec un système médiéval de prisons, il y a aussi une rébellion contre le système électoral de la ploutocratie. Cette rébellion a fait, par exemple, qu'apparaisse Sanders avec un programme très avancé, mais qui n'a pas été suffisant, et donc Trump apparaît avec plus de force, avec une campagne contre les immigrés pour opposer les travailleurs blancs contre les minorités. Si le processus progressif n'avance pas, apparaît avec plus de force une alternative à droite.

Et plus encore en Europe. En Europe l'on vote contre l'Union Européenne tous les deux, trois ans. Chaque fois que le peuple peut voter sur ce qu'il pense sur l'Union Européenne, il vote contre, et parfois ces votations ont une claire connotation à gauche, par exemple celle qu'il y a eu en Grèce en 2015 quand ils ont voté contre la troïka. Mais si la gauche ne trouve pas la manière de canaliser ce rejet, ce mécontentement, plus encore en Europe, ce sont les nationalistes de droite qui le canalisent. Nous l'avons vu récemment avec le cas du Brexit, où face à une alternative terrible, rester dans l'Union Européenne pour continuer à subir l'austérité, est apparue une autre alternative terrible, qui est faire payer la crise aux minorités et aux immigrés.

En France, il y eu une bataille très importante avec Nuit Debout, contre une loi anti-ouvrière, mais ils n'ont pas réussi à gagner, et la droite, profitant du terrain généré par les attaques des djihadistes, reprend de la place parmi la population.

Le pays qui aurait pu transformer cette situation était l'Espagne, où la conjoncture aurait pu être modifiée car là une nouvelle génération, la génération du 15M s'est politisée, elle a réussi à casser le système bipartite, mais est apparu Podemos, et Podemos n'a pas été suffisant. Podemos avec ses zigzags, avec ses virages sociaux-démocrates, avec ses messages contradictoires, a fini par reculer.

Et en Europe, dans la gauche européenne, je pense que continue à peser fort ce qui a été l'occasion de la gauche qui était Syriza en Grèce il y a deux ans; c'était l'époque où ce qui était en jeu ce n'était pas seulement la Grèce, mais toute toute l'Europe. Ce qui se jouait c'était la possibilité d'une attitude digne, forte, claire, de la

Grèce, de Syriza, de s'affronter à l'Union européenne, arriver à une défaite de l'Union Européenne, et que cela change la situation, le climat européen, et fasse en sorte que cela ne soit pas seulement la droite, les xénophobes, qui captent le mécontentement populaire.

Il faut observer tous les aspects d'un terrible scénario pour la majorité populaire, un scénario d'une agression permanente contre le niveau de vie, contre le niveau d'existence de l'ensemble de la population, où ce que veulent les gens est de trouver une issue, ils veulent sortir de cette situation. Dans cette recherche d'issue, ils regardent vers la gauche, et si la gauche ne leur donne pas une alternative, leur désespoir est canalisé par les populistes de droite, qui font des discours terribles, qui opposent une majorité contre une minorité et qui essayent de renouveler les préjugés les plus nocifs de la tradition politique européenne.

Donc, nous avons un capitalisme néo-libéral dans sa phase de crise, nous avons un scénario politique où au fur et à mesure que le capitalisme néolibéral agresse, il génère de plus en plus de détérioration et d'inconsistance des régimes politiques, et nous avons cette turbulence dans la conjoncture politique états-unienne, européenne, où les populations cherchent une issue à l'angoisse que génère l'agression permanente qu'ils subissent.

Troisième question : le capitalisme néolibéral, sans légitimité politique, se fait valoir à l'échelle mondiale avec l'action militaire de l'impérialisme. Le capitalisme n'existe pas sans la guerre, n'existe pas sans empire, n'existe pas sans une action de guerre permanente. Il y a une perte de légitimité mais il y a une structure militaire qui soutient tout cela à une échelle mondiale.

Et c'est un impérialisme qui, à l'heure actuelle, agit au niveau collectif : ce n'est pas l'un contre l'autre, c'est une association d'empires, ce sont les Etats-Unis qui commandent une action d'ordre mondial, ce sont le shérif de la planète et en tant que shérif de la planète, il assure le fonctionnement du capitalisme mondial. Cela a été le cas avec les anciens présidents et cela a été le cas avec Obama, qui a renforcé la présence de troupes et des opérations spéciales dans tous les pays du monde, qui se permet de séquestrer n'importe quel individu dans le monde.

Mais cet impérialisme géré par les Etats-Unis agit en partenariat direct et en forçant la subordination directe de l'Europe et le Japon autour de l'OTAN. C'est un dispositif général où la France subit autant d'attentats djihadiste parce que la France participe à cinq fronts d'agression dans le monde arabe. Donc quand ils s'étonnent, « pourquoi nous ? », c'est parce qu'ils envoient des troupes dans tous les pays du Moyen-Orient, ce qui génère cette réaction contre les troupes qu'ils envoient.



Cet impérialisme états-unien et européen, opérant à l'échelle mondiale, tente de mettre une digue de contention, essaie d'agir aussi avec des sous-empires qui lui assurent de la stabilité, la protection de ses partenaires dans chacune une de ces régions, et essaie de limiter l'expansion de ses deux rivaux stratégiques : la Chine et la Russie.

Pour cette raison, le scénario du capitalisme néo-libéral est un scénario de guerre, est un scénario belliciste, sanglant. C'est un scénario de guerres régionales sanglantes qui ne sont comme les vieilles guerres mondiales, ce sont des guerres limitées mais qui ont une intensité très élevée.

Je voudrais conclure par deux observations. La première : la région du monde où ces effets donnent lieu à des tragédies est le monde arabe. Le monde arabe est exsangue à cause de cinq États qui ont été pulvérisés dans ces dernières années par la politique impériale de destruction du Moyen-Orient, et chacun des sous-empires y agit, de la main des djihadistes, de la Turquie, de l'Iran, de l'Arabie Saoudite, d'Israël, pour essayer de tirer leur part de profit de cette tragédie en générale.

Conclusions : je pense que le capitalisme néolibéral, avec sa crise politique et son impérialisme de notre temps, à l'heure actuelle donne lieu à une conjoncture négative parce que les principales luttes sociales du monde n'ont pas donné lieu à de victoires. Bien que des grands victoires ont eu lieu dans plusieurs pays comme la Chine et l'Afrique du Sud. C'est un scénario difficile, mais temporaire, car est en train de faire irruption une nouvelle génération qui impulse le retour à la lutte. Ce sont les jeunes indignés qui inondent les rues et qui de façon récurrente et surprenante, chaque année dans un pays, le plus inattendu, continuent à montrer que les masses populaires agissent.

Deuxième conclusion : cette nouvelle génération qui agit, part d'un niveau très faible de radicalisation politique. Elle a en général des grandes espoirs dans la perspective de créer un autre capitalisme, plus humanitaire, de redistribution, inclusif, mais l'expérience lui démontre que pour conquérir des droits, de la démocratie et de l'égalité il faut un autre système, que le capitalisme signifie oppression, exploitation et égoïsme.

Et je veux conclure avec ceci : les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas peur du mot socialisme; ils n'ont pas peur. Sanders l'a démontré aux États-Unis, aux États-Unis quand même, le pays antisocialiste par nature. La nouvelle génération a déjà laissé derrière ce qui s'est passé avec l'Union Soviétique.

Donc, dans ce scénario compliqué dans lequel nous agissons, notre idéal a de grandes opportunités, de grandes possibilités, un grand chemin à parcourir avec les drapeaux, les revendications et les idées du socialisme. Merci beaucoup.

Brésil : nous nous préparons à la guerre totale contre Temer

Socialismo ou Barbárie Brasil, 01/09/2016

Hier, 31 Août, après plusieurs mois a été finalisé l'impeachment avec un vote dans le Sénat Federal qui a écarté définitivement Dilma Rousseff (PT) de la présidence. 61 sénateurs ont voté pour (un nombre supérieur aux 2/3 nécessaires) et 20 contre la fin du mandat de Dilma, consommant ainsi une manœuvre parlementaire réactionnaire afin que le gouvernement néolibéral de Michel Temer (PMDB) soit définitivement à la tête du pouvoir central.

Par rapport au résultat du vote il n'y a aucune surprise, car c'était la proportion entre votes pour et votes contre que tout le monde attendait. Ce qui a surpris c'est le fait que malgré le fait d'être écartée du pouvoir, Dilma n'a pas perdu ses droits politiques. Un accord avec une partie du PMDB (liée à Renan Calheiros) a fait que le vote ait été divisé en deux parties : 1) écartement ou non du pouvoir et 2) perte ou non des droits politiques.

Même s'il est une surprise, cet accord avec le PMDB n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Comme tout le monde le sait, la direction du PT a autorisé les alliances electorales avec le PMDB et avec toute la gamme de partis qui se sont positionnés en faveur de l'impeachment de Dilma, pour les élections municipales d'octobre prochain. C'est pourquoi même la proposition -tardive- de Dilma de réaliser un plébiscite populaire sur la réalisation d'élections générales, si elle gardait la présidence du pays, n'a pas été acceptée par son parti. Ceci parce que dans les dernier mois le calcul de la direction du PT a tourné autour de l'idée que le retour de Dilma au pouvoir avec un programme minime de démocratisation invisibiliserait les alliances electorales municipales avec le PMDB et d'autres partis de la classe dominante.

De cette manière, la stratégie de s'affronter au impeachment en appelant les masses à se mobiliser signifierait, dans leur logique électoraliste, de reculer énormément dans le nombre de mairies que le parti dirige, de rendre encore plus difficile l'opération d'en finir avec les enquêtes sur corruption implicant le PT et d'autres partis bourgeois, et en plus de tout cela, de permettre aux nouvelles forces politiques -principalement le PSOL- d'occuper de manière plus importante (dans le cas d'une élection gêneral) l'espace à la gauche que le PT laisse.

Entre réaliser une défense très timorée du mandat de Dilma, et réaliser une défense réelle et rompre avec la classe dominante et ses partis, le PT et Dilma ont choisi le premier chemin. Tout le monde connaît le résultat de cette ligne politique...

Il n'y a pas de doutes sur le fait que la rhétorique de « coup d'état parlementaire » mille fois répétée par le PT n'est qu'un arsenal idéologique à être consommé pour la propagande électorale, car elle n'a pas l'objectif d'identifier le processus d'offensive réactionnaire globale qui est en cours et de mobiliser sérieusement pour résister celle-ci, car ceci demanderait au parti un changement profond de son orientation politique, ce que le PT vient démontrer n'arrivera pas.

Une conjoncture avec des énormes défis

La direction du PT (et de la Central Única dos Trabalhadores-CUT) ne croit pas vraiment dans son propre récit de « Coup d'Etat » (et même si elle y croyait elle ne mènerait pas un affrontement réel avec la classe dominante) et elle n'affectera pas cette offensive réactionnaire qui a eu dans l'impeachment de Dilma et l'arrivée de Temer au pouvoir son premier round. Ceci pose des défis (et des opportunités) historiques pour la gauche socialiste révolutionnaire.

L'impeachment créé des meilleures conditions pour que les objectifs stratégiques de la classe dominante soient atteints. Ces objectifs impliquent imposer aux travailleurs et à la jeunesse des reculs structurels dans la gestion des dépenses publiques, dans les salaires, dans les conditions de travail et d'embauche, dans la sécurité sociale, les législations autour du travail et des syndicats, et dans la corrélation de forces entre les classes.

Oui, la classe dominante a des objectifs économiques et politiques. Mais elle sait parfaitement que pour imposer ses mesures économiques régressives, elle a besoin que le rapport de forces entre les classes revienne à la situation d'avant Juin 2013. C'est-à-dire, un rapport de forces semi-réactionnaire que la vague nationale de lutte de la jeunesse a modifié, en polarisant le pays et en remettant la lutte politique, qui avais passé des années enfermée dans les cabinets de ministres, dans la rue.

Ce n'est pas pour rien que les mobilisations des derniers jours contre l'impeachment et pour « Temer dehors ! » ont été réprimées dans la ville de Sao Paulo et dans d'autres villes. Il ne s'agit pas seulement de sadisme policier, mais d'une ligne politique qui vise à faire peur à la jeunesse et à l'avant-garde de la classe ouvrière. La question est que dans un scénario de catastrophe socio-économique, de chômage croissant, de baisse des salaires et de dégradation général des conditions d'existence, imposer encore plus de sacrifices ne sera pas une tâche facile pour le gouvernement de Temer, même s'il a le soutien unanime de la classe dominante, des médias de masse, de l'impérialisme et la complicité passive de la bureaucratie du PT et de la CUT.

Ceci car, malgré l'impeachment de Dilma, de la victoire politique que l'offensive réactionnaire vient de remporter, les batailles politiques décisives auront lieu dans le champ de la lutte des classes. Rien n'est encore défini stratégiquement. La résistance qui a duré des heures face au terreur policier dans les rues de Sao Paulo, protagonisée par un secteur de la jeunesse ces derniers jours nous rappelle les manifestations qui ont déclenche la révolte de la jeunesse en Juin 2013. Ainsi, de notre point de vue, nous rentrons dans une conjoncture de définitions stratégiques, c'est-à-dire, les prochains combats peuvent donner lieu soit à une situation politique de recul, soit de montée de ceux d'en bas.

C'est la responsabilité de la gauche socialiste révolutionnaire (PSOL, les autres partis et organisations liées aux intérêts de la classe ouvrière) et aux mouvements sociaux combatifs (comme le MTST et d'autres) de lutter de manière décidée pour briser les barrières et les obstacles que la bureaucratie essaiera de placer pour empêcher que la résistance en cours d'un secteur de la jeunesse ne se généralise et pour empêcher que les secteurs clés de la classe ouvrière ne rentrent en scène (condition nécessaire pour que la lutte contre la l'offensive réactionnaire soit vaincue).

Dans ce sens, il n'y a pas de temps à perdre, il est nécessaire de mettre en place une campagne politique unifiée de la gauche socialiste révolutionnaire. A notre avis, cette campagne ne peut las se limiter à la lutte en Defense des Droits et pour le « Temer dehors ! », il est nécessaire de proposer une issue politique des travailleurs, issue qui implique aujourd'hui des élections générales et une Assemblée Constituante Démocratique et Souveraine imposée par la mobilisation. En plus de cela, les campagnes électorales du PSOL et d'autres partis de la gauche socialiste ont l'obligation de se mettre au service de toutes luttes de résistance contre ce gouvernement et ses politiques.

L'organisation de cette guerre totale contre le gouvernement actuel exige que nous mettons en place une grande articulation politique qui ne peut se faire qu'à travers un forum commun d'organisation. Pour cela, il est décisif d'avancer dans la construction de Fronts de Gauche dans tous les États du pays pour en tirer les axes de la mobilisation et un plan commun de luttes.

Argentine et Brésil: débats dans la gauche

La politique révolutionnaire doit partir de la lutte des classes

Par Roberto Sáenz

Dans un autre article de cette édition nous avons établi les parallélismes entre le processus en cours au Brésil et en Argentine. Dans celui-ci nous voulons nous pencher plus spécifiquement sur la politique de la gauche dans les deux pays.

La priorité, la lutte contre le gouvernement

Avec le changement de gouvernements en Argentine et au Brésil les coordonnées politiques de la période antérieure ont changé. Ce n'est pas la même politique qu'il faut mener lorsqu'il s'agit de gouvernements qui expriment une forte unité de la bourgeoisie, que lorsqu'il y a une division de la classe dominante. La politique correcte n'est pas même suivant qu'il s'agisse de gouvernements de front populaire, de conciliation de classes, ou de gouvernements d'offensive bourgeoise réactionnaire.

La question est précisément que lorsqu'il s'agit de gouvernements d'unité bourgeoise, le critère politique fondamental de la politique des révolutionnaires est la lutte contre ces gouvernements, gouvernements qui expriment d'une manière absolue la sentence connue d'Engels : les gouvernements bourgeois ne sont « qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière »

Bien sûr que dans la scène politique il y a toujours plusieurs forces bourgeoises qui coexistent. Au Brésil et en Argentine, en plus de Temer et de Macri, il y les Kirchner et le PT : nous devons disputer la direction du mouvement de masses à ces forces.

Cependant, c'est une erreur (erreur que le PSTU au Brésil et le PO – avec le PTS derrière – en Argentine expriment), de mettre un signe d'égal entre tous les acteurs bourgeois. Un aspect fondamental du marxisme est de savoir différencier les nuances : par exemple, si une force politique est au gouvernement ou non. Un autre aspect fondamental est que la politique révolutionnaire part toujours de la lutte contre le gouvernement : contre l'exécuteur concret, national, des plans capitalistes [1].

Voici le crime que le PSTU au Brasil, le PO et le PTS en la Argentina commettent : leur politique part de n'importe quelle considération (dans le cas du FIT, des intérêts de mini appareil électoral), sauf de la nécessité d'unifier la lutte pour battre les plans du gouvernement [2].

Unité d'action dans les rues

Ceci leur amène à rester importance à l'unité d'action dans la rue. C'est clair que les forces bureaucratiques et bourgeoises sont inconséquentes. Mais ce sont elles qui dirigent le mouvement de masses et pas nous, c'est un vrai crime politique de ne pas profiter de n'importe quelle contradiction, n'importe quel appel à la mobilisation même s'il est insufissant, pour essayer de développer à fond la bataille, en exploitant la possibilité d'aller au-delà de ce que ces directions veulent, dans le cours même de la lutte.

Ce n'est pas une pure « théorie » pure ou des « abstractions ». Deux exemples récents en Argentine et au Brésil expriment ce que nous affirmons. Le vendredi 2 Septembre les deux CTA (Centrale des Travailleurs de l'Argentine) ont





convoqué à la Marche Fédérale, marche qui a culminé avec une concentration massive de plus de 100.000 personnes dans une Place de Mai remplie, dont le mot d'ordre principal scandé par les assistants était l'exigence de « grève générale ». Le PTS a directement appelle à ne pas participer à la mobilisation (une honte sans nom!) et le PÔ a eu une politique centriste et manœuvrière par laquelle finalement il n'est pas allé jusqu'à la Place de Mai.

Ce fait est très grave parce qu'il s'agit d'un cours ouvertement opportuniste et électoraliste : monter comme un ultimatum, en dehors de la lutte de classes, une coopérative électorale comme « alternative » aux Kirchner, au lieu du développer une alternative indépendante à partir de la lutte elle-même, ainsi que dans le terrain électoral.



Deux jours après, le dimanche 4 Septembre, au moment de la mobilisation du « Fora Temer » (« Temer dehors ! ») dans l'avenue Paulista, en plein centre de Sao Paulo et qu'a réuni 100.000 personnes, le PSTU du Brésil a refusé d'appeler à la mobilisation avec l'argument que la mobilisation serait « pour le retour de Dilma Rousseff » … On ne sait pas si eux-mêmes ont cru l'argument ridicule: le fait est ce que même pas le PT ne demande le retour de Dilma!

Des deux cas il s'agit, de plus, d'une perte de proportions : la gauche révolutionnaire grandit mais cela est encore limité : nous continuons à être des forces d'avant-garde, avec une influence plus étendue au niveau électoral (le cas du FIT et du Nouveau MAS en Argentine ou du PSOL au Brésil): mais en termes d'implantation structurelle le PT et la bureaucratie syndicale argentine nous écrasent!

Perdre ces proportions de vue ne peut être qu'au service d'une politique qui dans la forme est sectaire, mais qui a un contenu profondément opportuniste : il s'agit d'opposer l'électoralisme au cours réel de la lutte des classes, à la dispute réelle dans la mobilisation, qui dans le cas de la Place de Mai aurait pu s'exprimer dans un grand cortège indépendante de la gauche.

Une alternative indépendante

La construction révolutionnaire a toutes sortes d'inégalités et il serait bête de défendre un abordage mécanicien de celle-ci. C'est un fait qu'aujourd'hui nous avons une projection plus grande au niveau électoral qu'au niveau structurel : se refuser à participer aux élections et à profiter à fond des possibilités que cette participation nous offre, serait ridicule [3].

Mais une erreur symétrique serait d'ignorer que cette inégalité existe et elle est très grande. Pour fermer cette brèche il n'est pas utile opposer les actions de mini appareil -ou dans le terrain purement électoral- aux appels de masses du réformisme et de la bureaucratie [4].

Bien sûr, il ne s'agit pas seulement de l'unité d'action pour battre les gouvernements réactionnaires, mais d'ouvrir un chemin politique indépendante ce qui implique disputer avec les Kirchner et le PT (la direction majoritaire du PSOL se caractérise par la capitulation dans ce dernier aspect). Mais il est impossible de faire cela sans partir du terrain réel des événements : en ignorant les actions réelles convoquées par le réformisme, seulement parce que ces directions ne nous plaisent pas.

La construction d'une alternative révolutionnaire doit se mener dans tous les terrains, mais surtout en partant du terrain réel, matériel, de la lutte des classes. Seulement de cette façon nous pourrons transformer notre influence électorale diffuse en une influence organique parmi les travailleurs; une influence organique qui est encore trop faible autant en Argentine et qu'au Brésil.

Notes :

1. Il est étonnant comment le PSTU du Brésil qui se considère « moreniste » a oublié l'un des enseignements le plus élémentaires de l'œuvre remarquable de Nahuel Moreno intitulé « La trahison de l'OCI » qui débutait, précisément, avec cette affirmation : la nécessité que la politique des révolutionnaires parte d'affronter le gouvernement bourgeois en place.
2. Dans le cas du PTS, ajoutons le fait que son groupe au Brésil a une politique opposée presque diamétralement à celle qu'il mène en Argentine : en exagérant les choses de manière unilatérale ils parlent de « coup d'État », définition qui en cas d'être appliqué de manière conséquence l'amènerait à capituler face au PT …
3. Celle-ci est la justification que le PSTU arbore au Brésil, au lieu de se demander en quoi il s'est trompé pour n'arriver pas à avoir des scores électoraux comme ceux du FIT ou même du Nouveau MAS en Argentine.
4. Une caractéristique de la lutte des classes en Argentine dans la dernière période est qu'il y a eu peu de luttes indépendantes, avec débordement de la bureaucratie.

Débats avec le trotskisme européen

Par Alejandro Vinet

Comme chaque été, cette année le principal courant du trotskisme européen, le Secrétariat Unifié, a organisé deux événements internationaux. Dans le Camp International de Jeunes Révolutionnaires, qui arrive à sa 33e édition, plus de 300 jeunes militants de toute l'Europe (Espagne, France, Italie, Belgique, Suisse, Danemark) et du reste du monde (Brésil, Mexique, États-Unis) se sont réunis pendant une semaine dans une ville proche de Barcelone, pour discuter sur le féminisme, l'antiracisme, l'écologie et la stratégie révolutionnaire (chaque journée est consacrée à un thème différent). Pour sa part, le Nouveau Parti Anticapitaliste français a organisé son Université d'Eté dans le sud de la France, réunissant près de 600 personnes. Y ont assisté également des militants liés au SU d'autres pays, le Venezuela, l'Espagne et le Royaume-Uni (membre du SWP dans ce pays a également participé aux discussions).

Les deux événements ont exprimé les principaux débats qui traversent le trotskisme européen, tirant un bilan de l'année passée et posant les perspectives de celui qui commence ; en outre, permettent de se faire une « composition de lieu » des positions majoritaires du Secrétariat Unifié. Socialisme ou Barbarie a participé de ces deux événements, comme nous le faisons depuis plusieurs années : cet article vise à refléter les principales positions exprimées et notre polémique avec celles-ci.



Les partis larges et le cas grec

Commençons par l'un des éléments les plus généraux sur lequel il faut placer les discussions stratégiques : l'émergence des « nouveaux réformismes », comme Syriza et Podemos (en plus de la résurgence du Bloco de Esquerda en Portugal ou le phénomène Corbyn au Royaume Uni), qui, impulsés par la crise, sont devenus des éléments centraux de la situation politique, incontournables pour la gauche révolutionnaire. La position à adopter face ces phénomènes a été un débat important dans la gauche européenne, en particulier avec le SJ, non pas parce qu'il s'agissait de questions d'ordre tactiques, mais justement parce cela a mis en évidence des divergences stratégiques profondes.

Depuis presque deux décennies, après la chute du mur de Berlin et de l'Union soviétique, le Secrétariat Unifié a mis en avant la formule « nouvelle période, nouveau programme, nouveau parti », qui impliquait que pendant toute une période historique, les délimitations entre réforme et révolution étaient amoindries (et celles avec le stalinisme étaient devenues « obsolètes »), et que ce qu'il fallait faire c'était de construire des « partis larges » , dont la base programmatique était strictement néolibérale et où fusionner avec des secteurs du stalinisme et de la social-démocratie. Ce fut l'expérience menée avec Rifondazione Communiste, Respect en Angleterre, le Bloco de Esquerda et d'autres, sur lesquels nous ne pouvons pas nous étendre ici, mais qui ont donné lieu l'un après l'autre à des échecs rétentissants.

Avec le déclenchement de la crise et son impact sur le plan politique, l'émergence des « nouveaux réformismes » a donné un nouveau souffle à cette stratégie qui a conduit à de nombreuses impasses. Ainsi, le Secrétariat Unifié a défendu un soutien total Syriza, non seulement comme représentant « anti-néo-libéral » ou « anti-austérité », mais exprimant toute une série d'exagérations sur la possibilité que celle-ci ouvre une « rupture révolutionnaire ». En reproduisant de manière anachronique des analyses sur le « gouvernement ouvrier » ou la fameuse phrase du Programme de Transition sur les « directions réformistes forcées d'aller plus loin qu'elles ne le voudraient », ils ont vu dans Syriza presque le début de la révolution européenne.

Syriza, comme chacun le sait, a fini par capituler de la manière la plus honteuse après la victoire populaire du NON contre la Troika lors du référendum ; aujourd'hui, c'est l'agent direct de la Troïka en Grèce, menant les plans d'austérité les plus brutaux depuis le début de la crise. Le Secrétariat Unifié, cependant, n'a fait le moindre bilan de son soutien inconditionnel à Syriza : pas une seule ligne écrite, ni une discussion franche et ouverte pendant les deux événements auxquels nous avons assisté. Toute sa politique pour la Grèce a été rapidement balayé sous le tapis, seulement pour reproduire une politique semblable dans l'État espagnol autour de Podemos (mais avec des conséquences encore plus graves).

Podemos, électoralisme et municipalisme

En Espagne, le Secrétariat Unifié a été l'un des principaux organisateurs de Podemos à travers Anticapitalistas, sa section de l'État espagnol. Ceci n'est pas en soi erroné : quand les circonstances le permettent, il peut être pertinent de lancer des projets plus large que la base même du parti révolutionnaire, afin de rentrer en contact avec des milliers de militants qui évoluent vers la gauche, les organiser et les gagner au marxisme révolutionnaire. Face au succès de Podemos (qui a réuni lors de sa création à des dizaines de milliers dans ses cercles), à partir d'un programme essentiellement progressif (nationalisation des secteurs-clés de l'économie, le non-paiement de la dette, la rupture avec l'OTAN, etc.), cela aurait été un crime sectaire de se priver d'intervenir dans ce processus : ce qui était juste c'était d'intervenir à Podemos avec une politique clairement révolutionnaire et essayer de gagner ses militants à ces positions.

Le débat n'est pas s'il était correct ou non d'intervenir dans Podemos, mais comment le faire et avec quelles perspectives. En effet, le problème est que la direction d'Anticapitalistas ne s'est jamais affrontée de manière claire avec la direction réformiste de Pablo Iglesias, même pas contre son évolution de plus en plus droitière. Lors du congrès fondateur de Podemos, par exemple, Anticapitalistas direction n'a pas présenté un document programmatique alternatif à celui de Pablo Iglesias, mais seulement un document « organisationnel », qui tournait autour des questions démocratiques de base. Le représentant d'Anticapitalistas à l'Université d'Eté du NPA a expliqué que ce n'était pas très grave en tout cas, car le document programmatique de la direction était... « très ambigu et peu concret. »

Au contraire, la question fondmentale était d'opposer une politique révolutionnaire à la politique de plus en plus droitière de la direction de Podemos incarnée par Pablo Iglesias. Cette droitisation s'est exprimé encore une fois dans le dernier cycle électoral, dans lequel le chef de Podemos s'est défini lui-même comme « social-démocrate » et proposé au PSOE, responsable des plans d'austérité et clairement intégré dans « la caste », la formation d'un « gouvernement du changement ». Encore une fois, Anticapitalistas ne s'est pas opposé publiquement à cette politique et cela n'a même pas fait partie du débat dans les deux événements.

Cette absence de politique alternative s'exprime par un électoralisme sans limites : le principal paramètre avec lequel le Secrétariat Unifié mesure aujourd'hui le succès de sa politique sont les résultats des élections, le nombre de députés, de conseillers municipaux et d'autres. Ainsi, dans plusieurs débats, les positions défendues par les camarades d'IZAR (Gauche Révolutionnaire Anticapitaliste, expulsés d'Anticapitalistas) était balayé d'un revers de la main avec l'argument que « ceux qui font 0,3 % aux élections ne peuvent pas donner des leçons à ceux qui font 20 % ».

En outre, l'un des axes centraux de l'orientation du SU tourne autour de la nécessité pour la période actuelle de « conquérir des places dans les institutions ». Encore une fois, il ne faut pas créer des faux débats : nous sommes convaincus de la nécessité de faire élire des parlementaires, des conseillers municipaux et d'autres postes éligibles pour renforcer l'influence des révolutionnaires et pour faire avancer la mobilisation et la conscience de notre classe ; nous n'avons pas à cet égard des positions enfantines « anti-institutionnelles ». La question est précisément de savoir si les positions conquises servent cet objectif stratégique ou non.

Une expression de cette déviation institutionnaliste du SU est liée à la gestion des municipalités capitalistes. C'est le cas de Cadix, ville dirigée par un maire militant d'Anticapitalistas. Dans cette ville, le gouvernement s'est affronté à des militants contre les expulsions locatives, arrivant même à les expulser par la force des débats municipaux. Récemment, la municipalité a accepté un contrat qui prévoit la construction de navires de guerre pour l'Arabie saoudite, avec l'argument que celui-ci garantira des emplois dans les chantiers navals de la ville.

Sans aucun doute, la gestion des municipalités capitalistes présente une série de contradictions : dans une situation qui n'est pas révolutionnaire, celles-ci sont pratiquement insolubles. Mais au de poser ainsi le problème, Anticapitalistas défend dans une série d'arguments possibilistes : le fait qu'ils gouvernent en minorité, que « la dette héritée est très grande », que les problèmes des municipalités sont « très complexes », que la municipalité n'a aucun pouvoir sur un certain nombre de questions (qui dépendent de la législation ou du pouvoir central). Mais alors, si diriger la municipalité ne fait que que nous obliger à gérer la misère capitaliste et à se renfermer dans les limites du système, quelle est son utilité pour mettre en place une politique révolutionnaire ?

Malgré ces expériences, le nouveau cheval de bataille du SU est le « municipalisme », et la tâche essentielle aujourd'hui serait la construction d'un réseau de « municipalités du changement », parmi lesquels se trouveraient celles de Barcelone et Madrid. Face aux critiques que les participants de l'Université d'Eté ont exprimé envers le gouvernement d'Ada Colau à Barcelone (qui a par exemple exigée aux grévistes du métro de Barcelone qu'ils arrêtent la grève pour négocier ; ou a mis en place une politique répressive envers les « manteros », les vendeurs à la sauvette), les militants d' Anticapitalistas ont pris la défense de Colau avec les mêmes arguments possibilistes : Colau gouverne en minorité, gouverner une ville comme Barcelone est « très complexe », un gouvernement municipal « a des limites ». Nous sommes face à l'abaissement de la politique révolutionnaire à la simple gestion réformiste des institutions du système capitaliste.

Le « Plan B » pour l'Europe

Le deuxième axe central de l'orientation du SU est le « Plan B pour l'Europe ». Le présupposé de ceci est que si Syriza a échoué c'est parce que « elle n'a pas rompu avec l'Union européenne ». Cela n'est que partiellement vrai. En effet, la permanence dans l'Union Européenne, une institution antidémocratique au service des bourgeoisies impérialistes européennes, est incompatible avec une politique anticapitaliste et révolutionnaire, qui s'attaque au fond des problèmes afin d'éviter que les travailleurs ne payent la crise.

Toutefois, en se concentrant uniquement sur le problème de l'Union Européenne, le SU d'une certaine manière « confond la cause et l'effet » : la question n'est pas que Syriza n'a pas mis en place une politique révolutionnaire du fait qu'elle n'a pas rompu avec l'Union Européenne, mais bien qu'elle n'a pas rompu avec l'Union Européenne, précisément parce qu'elle a mené une politique réformiste, institutionnelle, non pas de lutte des classes et révolutionnaire. Le SU réussit ainsi à éviter de faire un bilan à fond de son soutien à Syriza et justifie également



son appui tout aussi acritique à l'Unité Populaire, scission par la gauche de Syriza (mais tout aussi réformiste e institutionnelle), plus « anti-européenne ».

Mais en outre, le problème est que le fameux « Plan B » pour l'Europe n'est pas qu'une alternative réformiste dans le cadre de l'Union Européenne même. C'est ainsi que l'une des principales figures du Plan B est Varoufakis, ancien ministre de l'économie de Syriza qui a négocié la majeure partie du mémorandum que Tsipras a finalement signé et qui, s'il ne faisait pas partie du gouvernement lors de la capitulation c'était simplement parce que la Troïka a exigé sa tête. Ceci s'est exprimé également dans la campagne autour du Brexit, où la section britannique du SU a appelé à voter pour le « Remain », dans le cadre de la Coalition « Another Europe is possible » (Une autre Europe est possible) dont faisaient partie des représentants britanniques de Syriza. En France, la figure du Plan B est Mélenchon, ancien membre et Ministre du parti socialiste, réformiste et chauvin.

Encore une fois, la réponse du dirigeant d'Anticapitalistas présent à l'Université d'Eté du NPA a été que l'on ne peut pas qualifier le Plan B de réformiste car celui-ci…n'a pas de programme ! Cela n'est pas considéré comme une faiblesse ou une suffisante pour ne pas y participer (il est évident que les révolutionnaires ne peuvent pas participer à des coalitions politiques sans un programme clair), mais plutôt comme quelque chose de positif : car « c'est en cours de construction », car « c'est ouvert », etc, etc.

Ce qui est au fond de cette politique c'est de construire des « alliances larges », même avec les réformistes, pourvu qu'ils soient « anti-austérité » (bien que le fait d'appliquer ce qualificatif à Varoufakis pourrait être discutée…). Ainsi, le SU dilue tout programme de classe, indépendant, de mobilisation et de rupture révolutionnaire, derrière des phrases vides sur la « démocratie » (de quelle classe ?), sur les « besoins des citoyens » (y les « petites entreprises » auxquelles se dirige Podemos?) et d'autres lieux communs des politicards réformistes.

L'Union européenne ne peut pas être réformée, elle ne peut pas être combattue de la main de ceux qui gèrent les institutions du système capitaliste et même écrivent les plans d'austérité. On ne peut pas affronter l'UE de la bourgeoisie impérialiste européenne en diluant le programme de classe. Au contraire, il faut défendre l'idée que seulement une rupture révolutionnaire, dirigée la classe ouvrière et sa mobilisation indépendante, peut renverser l'Union Européenne du capital et construire les États-Unis Socialistes d'Europe.

Période historique, parti et stratégie

Le problème de fond est la caractérisation que le SU a de la période en cours et des tâches qui en découlent. Pour le SU, la période actuelle serait marquée d'une manière univoque par un recul sans précédents, par la décomposition de la gauche et de la classe ouvrière et la disparition de l'horizon historique de la perspective révolutionnaire. Nous nous retrouverions dans la même période ouverte avec la chute du mur de Berlin et de l'URSS, sans aucun signe d'amélioration.

De cela il faudrait déduire que la forme de parti d'avant-garde révolutionnaire et la stratégie révolutionnaire ne sont pas à l'ordre du jour. Pierre Rousset, dirigeant du SU, arrive même à écrire que « la vie quotidienne d'un militant réformiste et celle d'un militant révolutionnaire ne se différencient pas ». Ainsi, face au recul historique que nous vivons, les frontières entre les réformistes et les révolutionnaires ne seraient pas d'actualité (bien qu'elles le reviendront dans un avenir qu'on ne sait pas quand il arrivera), donc il s'agirait de construire des « partis larges » avec une base commune simplement « anti néolibérale ».

De notre part, nous considérons que nous avons vécu dans la dernière décennie un cycle de révoltes populaires où les masses ont fait irruption sur la scène politique, avec une accumulation lente mais soutenue des expériences et également de construction de partis révolutionnaires. L'expérience de Syriza, Podemos et d'autres formations de ce type ont démontré les limites insurmontables du « réformisme sans réformes » dans le contexte de la crise capitaliste mondiale. Se délimiter clairement de ces formations n'est pas un « crime sectaire », mais au contraire une tâche essentielle pour élever la conscience de notre classe, pour renforcer la lutte extra-parlementaire et pour construire de véritables partis révolutionnaires. Voici la perspective à laquelle nous consacrons les militants de Socialisme ou Barbarie.

Marxisme, anarchisme et transition au socialisme

Par Roberto Sáenz

A partir d'un séjour récent à Barcelone concernant les tâches de construction de notre courant en Europe, et à partir du débat avec des jeunes militants autour des différentes traditions du mouvement socialiste, il nous est apparue l'idée d'écrire une série d'articles pour clarifier les rapports entre marxisme et anarchisme. Dans ce premier article, nous traiterons la question de l'approche général des marxistes et des anarchistes sur la transition au socialisme et les enseignements que le siècle dernier nous a laissées autour de ceci.

Les pêchés du mouvement socialiste

A priori, l'on suppose que les anarchistes et les marxistes sont socialistes : c'est-à-dire qu'ils partagent l'objectif général de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. Toutefois, depuis que le mouvement socialiste s'est organisé dans la Ière Internationale, **les deux mouvements se sont divisés autour de la façon de terminer le capitalisme et avancer vers le socialisme**.

Cela s'exprime encore aujourd'hui, un siècle et demi plus tard, dans l'existence d'un bilan différent de la lutte de classe du siècle dernier. La bureaucratisation de la révolution russe, la dégénérescence du premier Etat ouvrier dans l'histoire de l'humanité, la désintégration complète du parti bolchevique en plus d'autres avatars dans la lutte des classes du XXe siècle, semblent avoir donné des arguments « anarchistes » à certains secteurs de la jeunesse, en particulier en Europe.

Il y a un siècle, Lénine avait dit que l'anarchisme exprimait, dans une certaine mesure, une sorte d' « expiation » des péchés opportunistes de la social-démocratie (réformisme, électoralisme, social-chauvinisme). Il écrivait cela dans *L'État et la révolution*, où il soulignait que les deux mouvements partagent (ou devaient partager !) **la vocation d'en finir avec l'État**.

Toutefois, cela ne signifie pas que le chemin de l'anarchisme était correct. Bien au contraire : ce sont été Lénine et les bolcheviks qui ont « sauvé l'honneur du socialisme international » (comme le dit Rosa Luxemburgo), donnant lieu à la première dictature du prolétariat dans l'histoire : **c'est ainsi qu'ils ont dépassé concrètement la faillite de la social-démocrate.**

Aujourd'hui, lorsqu'émerge une nouvelle génération d'activistes et retourne le débat stratégique, nous pourrions dire quelque chose de semblable concernant « l'esprit anarchiste » qui domine dans certains secteurs : **celui-ci exprime une sorte d'expiation des péchés bureaucratiques du stalinisme** ; des péchés qu'ont transformé en un « gros mot » l'idée de dictature du prolétariat, d'Etat ouvrier, de parti, de politique, etc..

Que ces péchés aient existé est ce qui donne une force relative et une « justification » à l'anarchisme (dans certains pays), ce qui en aucun cas signifie que celui-ci ait avancé d'un millimètre à trouver **des vraies réponses aux problèmes posés par la bureaucratisation des révolutions du XXe siècle.**

Il arrive que malgré les « poses » assumées, malgré le fait de vouloir arriver au but « ici et maintenant » (« l'anarchisme n'aime pas attendre » disait Preobrajensky), la transition vers le socialisme continuera d'être un processus qui ne peut pas être décrété d'un claquement des doigts ; la dissolution de tout Etat est exactement l'opposé d'un acte de simple volonté, **ce sont des tâches qui comprennent une expérience historique de transition entre la société de classe d'aujourd'hui et l'avenir communiste sans classes.** [1]

De là que la tâche stratégique aujourd'hui soit de tirer le bilan de l'expérience du siècle dernier pour en tirer les enseignements nécessaires, bilan qui, à notre avis, sert plutôt à **réaffirmer de manière enrichie les enseignements généraux du marxisme révolutionnaire**, et non pas à nourrir une rechute dans la pensée anarchiste, qui constituerait un **pas en arrière** sur des questions bien acquises par le mouvement révolutionnaire.

Dans tous les cas, l'on ne peut pas dire que l'anarchisme a passé le « test de la pratique » de manière réussie au cours du siècle dernier. Au-delà d'un rôle marginal dans la révolution russe (et du fait qu'il a été à plusieurs reprises dans un front uni avec la contre-révolution pendant la guerre civile !), le seul endroit où l'anarchisme était puissant était l'Espagne, pays où non par hasard il garde une tradition importante chez les jeunes.

Mais la question est qu'au plus fort de la lutte des classes dans l'histoire de l'Espagne, la guerre civile de 1936/39, les contradictions et problèmes non résolus de l'anarchisme lui ont mené à une capitulation ignominieuse : **rejoindre le gouvernement républicain bourgeois, devenant concrètement un pion du stalinisme.** [2]

En tout cas, les marxistes révolutionnaires et les anarchistes partageons la perspective révolutionnaire, mais les limites structurels des anarchistes expriment une immaturité congénitale en ce qui concerne la question de quels moyens pour atteindre les objectifs (le communisme), par rapport à l'apprentissage concret de l'expérience révolutionnaire du siècle dernier.

Que faire avec l'Etat

Il y a un élément qui unit tous les thèmes de l'anarchisme et qui est en rapport avec la notion d'État : les anarchistes rejettent toutes les formes d'État, toute forme de gouvernement, toute centralisation : « **Pour les anarchistes, l'ennemi est l'État** » dit l'auteur de anarchiste anglais Colin Ward (*Anarquismo. Una breve introducción*, Enclave, Madrid, 2019, pp. 12) [en espagnol]

Mais il y a quelque chose de profondément **idéaliste** dans l'approche de l'anarchisme dans la mesure où l'État, par lui-même, **n'est pas une relation primaire mais secondaire** : son existence découle de l'inégalité des classes et il disparaitra dans la mesure où disparaîtront toutes les traces d'exploitation de l'homme par l'homme : « (...) ce n'est pas l'État qui créé la division de la société en classes, ou qui crée des inégalités et l'exploitation d'une personne sur l'autre, au contraire, **ce sont la division en classes et l'inégalité économique qui donnent lieu à l'émergence de l'État en tant qu'organisation des propriétaires** » (*Anarchisme et communisme*, Evgeni Preobrajensky)

Que cela soit bien compris : marxistes et anarchistes ont un point en commun à l'égard de l'État : **nous voulons le jeter à la poubelle de l'histoire**. Mais ce qui nous différencie profondément ce sont **les moyens d'y parvenir**. L'anarchisme prétend résoudre les difficiles questions qu'implique le passage d'une société d'exploitation à une société où règnent la plus large liberté et l'égalité humaine (le communisme), **sans les « douleurs de l'accouchement » d'une complexe transition** qui ne permet pas de s'en défaire automatiquement de toutes les conditions héritées.

Les anarchistes veulent abolir l'Etat d'un claquement des doigts. Nous, les marxistes, nous en serions ravis, mais c'est **impossible** : toute l'expérience historique montre qu'il faut détruire l'Etat bourgeois pour ouvrier le chemin des transformations révolutionnaires. Mais il est nécessaire de mettre à sa place un Etat des travailleurs, une dictature du prolétariat : **une démocratie socialiste comme forme de pouvoir des travailleurs.**

Et rappelons que depuis Lénine il faut parler –comme l'atteste, en outre, toute l'expérience de la bureaucratisation des révolutions au siècle passé- d'un « **semi-Etat** » **du prolétariat**. Ceci en ce sens que la dictature du prolétariat est le pouvoir des masses les

plus larges sur la minorité riche et privilégiée : **la classe ouvrière organisée comme la classe dirigeante**. Une démocratie de type nouveau où l'exercice du pouvoir revient à la majorité, et une dictature de type nouveau où celle qui souffre de la domination est la minorité privilégiée.

L'expérience historique a démontré qu'il n'est pas possible d'abolir l'Etat d'un claquement des deux, **qu'il n'est pas possible d'en finir en un seul « geste ».** Mais que l'État prolétarien représente la majorité des exploités et des opprimés par opposition à l'élite privilégiée, **est un immense progrès historique vers l'abolition de toute forme d'État.**

Pourrions-nous éviter cette étape de transition ? Nous le répétons : **l'histoire a montré que non**. Réussir à faire en sorte que les masses prennent dans leurs mains les tâches de la direction de la nouvelle société est une entreprise **historique** complexe, qui nécessité de la maturation **politique** de ces masses, en même temps que la liquidation de tout héritage de misère et d'exploitation : **liquidation qui permette à des secteurs de plus en plus larges de se poser les tâches de direction de la société.** C'est le fameux problème du temps libre dont parlait Lénine; du besoin d'augmenter le temps libre des travailleurs dans la transition, condition matérielle *sine qua non* pour qu'ils puissent assumer les tâches de la direction de la société.

En fin de compte, l'ensemble du processus de la transition vers le socialisme a ce contenu : **que jusqu'à la dernière cuisinière apprenne à diriger la société**. Et y parvenir nécessité, comme condition préalable, du développement des forces productives afin de créer les conditions matérielles pour libérer la société de chaînes de la nécessité.

À la tête de ce processus et dans la mesure où la « société politique » ne peut pas être réabsorbée encore totalement dans la « société civile », doit se lever l'État prolétarien, la dictature du prolétariat : **le gouvernement de couches de plus en plus larges de travailleurs dans le chemin de la liquidation des classes et de toutes les formes de l'État.**

Dans ce contexte, l'un des problèmes posés par l'expérience concrète du siècle dernier est que dans une société en transition, les choses peuvent aller dans plusieurs sens : il n'y a rien de « téléologiquement » défini. Deux voies s'ouvrent : l'une mène à l'extinction de l'État (y compris de l'Etat ouvrier), la réabsorption des affaires dans la société : **du gouvernement des personnes à l'administration des choses** (comme dirait Engels).

L'autre voie mène à la **cristallisation bureaucratique** d'un secteur distinct qui acquiert de plus en plus de privilèges et qui finalement entraînera le retour au capitalisme, bien qu'en passant par l'expérience (inattendue) de l'État bureaucratique, ce qui a été observée dans l'ancienne Union Soviétique et dans les révolutions anticapitalistes de la période après la deuxième guerre, qui a indiqué, en effet, l'existence de « trois voies » : **parce que le retour au capitalisme est passé par « l'arrêt intermédiaire » de l'État bureaucratique.**

Dans tous les cas, la perspective que la dictature du prolétariat devrait être un **semi état de travailleurs**, exprime la tendance (qui devrait avoir lieu dans la transition !) à la prise en charge des tâches de la société de la part de secteurs de plus en plus larges des exploités. C'est une des leçons le plus importantes du siècle dernier, enseignement qui figurait dans *L'État et la révolution*, et qui a été réaffirmée par Trotski dans *La révolution trahie*, qui consacre un chapitre entier à analyser les relations « inverses » entre le socialisme et l'État : **le progrès vers le socialisme doit donner lieu à la diminution progressive de l'État** (en tant que « appareil spécial » séparé de la société).



Jusqu'à quand la propriété privée?

De manière annexe à son rejet de l'Etat en général, l'anarchisme rejette **l'étatisation de la propriété**. Il est vrai que la propriété étatisée a donné naissance au phénomène de l'appropriation bureaucratique du surplus social ; ceci dans les conditions de la disparition de toute forme de démocratie socialiste.

Mais il est vrai aussi que si la propriété n'est pas étatisée, restera une propriété privée au mieux « collective » sous la forme de coopératives ; coopératives qui, comme nous le verrons ci-dessous, **supposent le maintien de la propriété privée**. C'est-à-dire : celles-ci ne seraient pas un pas vers l'extinction de toute forme de propriété, mais une marche arrière même en ce qui concerne les conditions créées par le développement des forces productives de capitalisme, caractérisé par des grandes unités de production, non seulement au niveau national, mais y compris avec une division du travail internationale.

Il est connu que Proudhon (l'un des plus importants théoriciens de l'anarchisme avec Bakunim, les deux contemporains de Marx) défendait la petite propriété ; il lui semblait que c'était la façon d'assurer la liberté de l'homme. Marx a écrit un traité brillant contre Proudhon, *Misère de la philosophie*, dans lequel il explique que Proudhon défend non seulement la propriété privée mais son corollaire et son précédent logique : **la loi de la valeur, la loi fondamentale de la production capitaliste.**

Daniel Guerín, écrivain anarchiste connu, souligne le fait que, en effet, Proudhon a une position **contradictoire** concernant propriété privée. D'une part, est connue sa phrase que « la propriété c'est le vol » ; ce qui est réellement le cas, si l'on considère que la propriété des moyens de production, est obtenue par les capitalistes sur la base du travail non rémunéré des travailleurs (outre les mécanismes d'accumulation pré-capitalistes). Mais d'autre part, Guerin souligne que, en quelque sorte, Proudhon pensait que la propriété privée (ou la petite propriété privée), **était la base de l'indépendance individuelle du sujet et ne devrait donc pas être remise en question**.

Déjà, Marx avait signalé que Proudhon ne remettait pas en cause le fondement de la société capitaliste ; il défendait l'idéal communiste, mais sur une base utopique, irréalisable, **celle du petit propriétaire**.

De là, en plus, qu'en conjonction avec le rejet de toute forme d'Etat, Proudhon et l'anarchisme en général (il est vrai qu'il y a plusieurs courants anarchistes avec des nuances entre eux), ait également défendu comme le *summum* de leurs aspirations économiques et de propriété, la forme coopérative, qui du point de vue économique semble correspondre mieux avec leurs idéaux autogestionnaire, communautaire, fédéraliste.

C'est-à-dire : à la fragmentation politique qui découle du rejet de toute forme d'État -qui, par définition, ne peut être que **centralisé**-, correspond également une forme économique fragmentaires, isolé, et cette forme est la **coopérative de production.**

Mais la question est que si dans la coopérative est abolie l'une des bases de la production capitaliste, le capitaliste, l'autre base, la propriété privée, n'est pas éliminée : **dans la coopérative travailleur devient son propre capitaliste**. Car comme le dit Preobrajensky, l'anarchisme défend l'idée d'en finir avec les capitalistes, **mais sans en finir avec le capitalisme**. Cela simplement parce que la coopérative est encore une forme de production capitaliste, suppose encore la propriété privée : elle ne réalise pas encore l'abolition de la propriété privée (ou, en tout cas, la transi-

tion nécessaire vers cette abolition en passant par la nationalisation de la propriété qui devrait conduire à une socialisation croissante de la production, nous y reviendrons sur cela).

Le problème des coopératives, la subsistance de la production dans des unités isolées, la permanence de la propriété privée, caractérise l'anarchisme en ce qui a été historiquement sa base sociale caractéristique : **une base sociale provenant non pas de la grande industrie, mais d'un prolétariat arriéré, artisan, encore lié à la figure de la petite bourgeoisie, du petit propriétaire.** Preobrejensky insiste sur le fait que la base sociale de l'anarchisme est très « hétéroclite » : changeante, instable, jamais très claire.

Il est vrai que l'étatisation de la propriété a donné lieu à de nouvelles formes d'imposition dans les sociétés non capitalistes bureaucratisées. Dans la mesure où le prolétariat n'a pas réussi à rester au pouvoir, a eu lieu l'émergence d'une bureaucratie qui, en s'appropriant du contrôle de cette propriété étatisée, **s'est transformée en une couche privilégiée audessus des exploités.**

Mais cela ne doit pas conduire à nier la nécessité d'étatiser les biens (voie obligatoire à la transition vers le socialisme), mais à mettre sur la table la question de la **socialisation de la production** : c'est-à-dire comment réussir à faire en sorte que de plus en plus de travailleurs deviennent vraiment « maîtres et seigneurs » de la production, et non dans chaque unité de production isolé , mais lié au contrôle de l'ensemble de l'économie nationale, de la réalisation effective de la démocratie socialiste : **le pouvoir de la classe ouvrière**.

Il s'agit de la vraie leçon du siècle dernier : non pas la remise en question anarchiste abstraite de la propriété étatisée (qui nous ramènerait encore à la propriété privée, et pire encore fragmentaire !), mais la « vigilance » dans le sens que l'étatisation va devenir une véritable socialisation de la production, **où le contrôle et la gestion concrète des moyens de production et du surplus social, est entre les mains de la classe ouvrière.**

D'ailleurs, il ne faut pas oublier que toute forme de propriété est toujours appropriation de quelques-uns et désappropriation des autres : si la propriété ne devait s'élever contre personne, elle serait superflue. C'est pourquoi défendre un type quelconque de propriété est un principe bourgeois: le principe socialiste conséquent est que dans le communisme, il n'y aura plus de propriété : il ne s'agira pas de défendre les biens de quelquesuns contre quelques autres : **la jouissance de ces biens sera aussi collective qu'il n'y aura plus de propriété.**

Lié au problème de l'État et la propriété, mais dans le terrain proprement dit de la gestion économique, signalons que l'anarchisme rejette la planification économique centralisée : **il lui oppose l'autogestion des unités productives isolées.**

Erreur grave. Il arrive que de cette manière, inévitablement, ce qui reste comme lien entre les unités productives c'est tout simplement **le marché**. Comme la société, l'économie est aussi une **totalité**; les unités de production sont, dans tous les cas, **les « atomes » de la production**. Mais si l'économie n'est pas prise en compte dans son ensemble, qui reste entre ces unités n'est que le lien de l'achat et la vente : **le marché**.

La question n'est pas que dans la transition socialiste le marché ne subsiste pas (ou ne devrait pas subsister). Celui-ci rempli des fonctions d'importance dans la mesure où il permet, entre autres, **le contrôle de la quantité et la qualité des produits par les consommateurs** (contrôle qui dans la subsistance des prix).

Mais le marché devrait être subordonné aux autres deux régulateurs de la production qui sont la planification démocratique et l'exercice du pouvoir par les travailleurs : **la démocratie socialiste dans son ensemble, qui va au-delà et au-dessus de l'autogestion de chaque lieu de travail.**

Rien de tout cela ne nie les expériences de contrôle ouvrier ou d'autogestion de la production dans chaque unité de production. Mais le problème est que si ces formes de production restent des expériences **isolées**, il arrive ce que nous avons souligné : **ce qui unit l'ensemble est le marché est et ce qui revient est la concurrence entre les unités de production** : « (...) les anarchistes défendent l'idée que chaque usine (...) devrait constituer une commune spéciale indépendante. Ceux qui travaillent dans cette commune isolée seront les véritables propriétaires (...) Pour unir une commune avec une autre il faut l'accord des deux parties. Dans la pratique, **cela signifie de détruire la propriété de tous les travailleurs sur les moyens de production** (...) Les travailleurs de chaque compagnie commenceront à se sentir les propriétaires de leur entreprise et, en fait, **deviendront des petits bourgeois**. L'anarchisme se traduira en pratique par un capitalisme sans capitalistes et chaque entreprise appartiendra à une centaine ou à des milliers de propriétaires au lieu d'un seul, **mais il n'appartiendra pas à toute la classe ouvrière du pays** » ((Preobrajensky, ídem)

C'est ce que nous disons : que conjointement à la non abolition de la propriété privée, **ce qui se réaffirme *in eternum* est le marché**. Ceci dans la mesure où, inévitablement, entre une unité de production et une autre il ne peut y avoir que des liens de marché. L'on rejette ainsi, autant la propriété collective que la planification socialiste de la production, **planification qui ne peut fonctionner que dans la mesure où elle signifie un plan unique pour toute l'économie nationale.**

Un marché dans lequel, en outre**, se réactualise la concurrence entre travailleurs**, en tout cas entre les unités de production, question que la planification démocratique tente de surmonter: **en finir avec la concurrence capitaliste au sein de la classe ouvrière elle-même.**

Bien sûr, la planification socialiste et la planification **bureaucratique** sont deux choses très différentes. La deuxième a été un **cancer** par rapport à la véritable planification socialiste, ceci dans la mesure où elle a signifié le « **retour à l'ancien chaos** » (comme le disait Marx, dans un autre contexte, en ce qui concerne une socialisation économique qui serait une « socialisation de la misère », sans développement des forces productives).

Puisque la planification bureaucratique a impliqué l'appropriation du surplus social entre les mains d'une bureaucratie, le privilège unilatéral de la production du secteur I (moyens de production) au détriment du secteur II des biens de consommation (le niveau de vie d'une génération entière a été sacrifié avec l'excuse du développement des forces productives) ! , même le retour masqué de la compétition, parce que les planificateurs exagéraient les quantités de ressources nécessaires pour leurs unités productives, stockaient ce surplus, **concurrençaient sans pitié pour obtenir les ressources du plan**, en plus du retour de l'irrationalité économique qui signifiait cette **production bureaucratique sans le contrôle démocratique des travailleurs et des consommateurs** (un type presque pur de l'économie bureaucratique définirait Trotsky).

Mais ce cancer était dû à la bureaucratisation de la révolution ; cela n'était pas le résultat d'un problème abstrait lié à l'existence d'un certain type de gouvernement ou de planification économique centralisée en tant que telle mais, en dernière instance, avec l'isolement de la révolution, la perte du pouvoir politique de part de la classe ouvrière, le retard dans le développement des forces productives, la subsistance de relations d'inégalité au sein de la société.

Sans propriété étatisée, sans planification, il ne peut y avoir aucun dépassement du stade de la coopérative, de l'autogestion, de la propriété privée fragmentaire : **il ne peut pas y avoir de développement des forces productives, il ne peut pas y avoir de transition vers la socialisation de la production.**

En tout cas le défi est, tel que l'a démontré l'expérience du siècle dernier, que ces tâches soient entre les mains d'une véritable dictature du prolétariat, **de la classe ouvrière elle-même.**

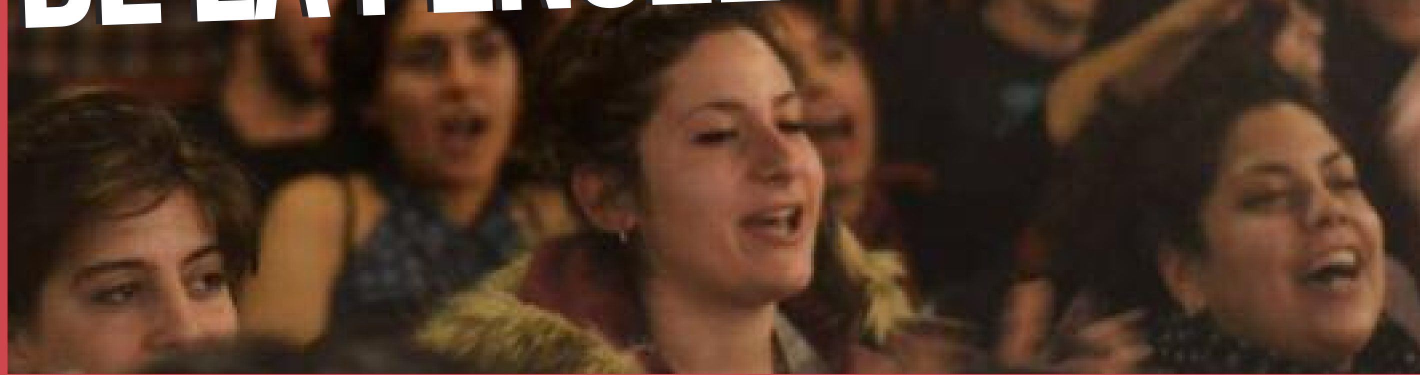
Notes

1 - Notons que Pierre Naville préfère parler de « dissolution » de l'Etat pour donner une voix plus active à cette tâche, plutôt que parler de « extinction » de l'Etat (ce qui pourrait donner lieu à une approche trop passive de la question). De toute façon, il est clair que la dissolution de tout Etat (même prolétaire) reste une tâche qui devra être assumé au long de toute une expérience historique, par opposition à l'impraticable idée anarchiste de « l'abolition » de l'Etat, ce qui n'est qu'une conception idéaliste sans bases matérielles pour être réalisée. Nous reviendrons sur cette question.

2 - Dans le climax de l'affrontement entre révolution et contrerévolution dans le champ républicain, lors du soulèvement de Barcelone en Mai 1937, la direction anarchiste a appelé à arrêter le soulèvement alors que pour la deuxième fois en un an, ils auraient pu prendre le pouvoir dans la ville.

ARGENTINE

ÉNORME SUCCÈS DE LA 1ÈRE JOURNÉE DE LA PENSÉE SOCIALISTE





Le 14 Août, dans l'Hotel Bauen récupéré par ses travailleurs à Buenos Aires, la 1ère édition des Journées de la Pensée Socialiste, organisée par le Nuevo MAS (Nouveau Mouvement Vers le Socialisme), section argentine du Courant International Socialisme ou Barbarie, a rencontré un véritable succès. Plus de 1000 participants se sont donné rendez-vous pour participer à des conférences-débats sur le féminisme socialiste et la lutte des LGTBI; sur l'histoire et les luttes du mouvement ouvrier et sur l'état de la lutte de classes internationale et l'actualité de la lutte pour le socialisme.

CHRONIQUE, PHOTOS ET INTERVENTIONS DANS LES PAGES CENTRALES DE CETTE ÉDITION

